

# L'IMPERATIF DES ALLIANCES EN DÉMOCRATIE



*L'impératif des alliances  
en démocratie*

Tout usage à but commercial des publications, brochures ou autres imprimés de la Friedrich Ebert Stiftung est formellement interdit à moins d'une autorisation écrite délivrée préalablement par la Friedrich Ebert Stiftung.  
La présente publication n'est pas destinée à la vente

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation  
Réservés pour tous les pays.  
No part of this book may be reproduced in any form, by print, photoprint, microfilm or other means without written permission from the publisher.

©- by Friedrich Ebert Stiftung, Yaoundé (Cameroun), 2013.

Tél. 00 237 22 21 29 96 / 00 237 22 21 52 92

B.P. 11 939 Yaoundé / Fax : 00 237 22 21 52 74

E-mail : [info@fes-kamerun.org](mailto:info@fes-kamerun.org)

Site : <http://www.fes-kamerun.org>

**Réalisation éditoriale**

Presses universitaires d'Afrique

Site : [www.aes-pua.com](http://www.aes-pua.com)

E-mail : [contac@aes-pua.com](mailto:contac@aes-pua.com)

ISBN : 978-9956-444-74-X

# **L'impératif des alliances en démocratie**

**Presses universitaires d'Afrique  
Août, 2013**



# Sommaire

<b>Les auteurs .....</b>	<b>7</b>
<b>Préface .....</b>	<b>9</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>13</b>
<b>I - Pourquoi un système démocratique a-t-il besoin des alliances des acteurs politiques ? .....</b>	<b>26</b>
I-1-L'alliance comme configuration institutionnelle, inter-organisationnelle et civilisationnelle des groupes politiques .....	30
I-2-La coalition comme configuration transactionnelle, organisationnelle et opérationnelle des groupes politiques .....	33
I-3-Les facteurs-clés pour la réussite des alliances. ....	35
I-4-Les facteurs-clés du succès des coalitions .....	37
I-5-Les coalitions et les alliances observées au Cameroun .....	39
I-6-Conclusion .....	41
<b>II - Les alliances et forces progressistes .....</b>	<b>47</b>
II-1-Les alliances renforcent les forces progressistes ....	48
II-2-Les Alliances politiques et la victoire de l'opposition à l'élection présidentielle et aux législatives de 2012 au Sénégal .....	52
II-2-1. Le contexte de la mise en place de <i>Bennoo Siggil</i> Sénégal.....	52
II-2-2. Les contraintes objectives à la mise en place de <i>Bennoo</i> .....	54
II-2-3. Les facteurs favorables .....	55

II-2-4. La stratégie électorale et le choc des ambitions .....	57
II-2-5. La problématique de la candidature unique .....	58
<b>III - Plusieurs facteurs permettent de réussir et de consolider les alliances .....</b>	<b>62</b>
<b>IV Crise du néolibéralisme et virage à gauche en Amérique latine.....</b>	<b>68</b>
IV-1. Une, deux, trois...plusieurs gauches.....	73
IV-2. Que pouvons-nous retenir de tout cela ? .....	78
<b>V Construire des alliances pour la démocratie au Cameroun .....</b>	<b>80</b>
V-1. Paroles aux acteurs : dites-le vous-mêmes .....	85
<b>Conclusion .....</b>	<b>91</b>

## Les auteurs

Le Professeur Gorgui Ciss est Directeur de l'École du Parti socialiste, au Sénégal.

Mathias Eric Owona Nguini est sociopolitiste, enseignant à l'Université de Yaoundé II et chercheur à la Fondation Paul Ango Ela.

Pablo Stefanoni, Rédacteur en chef de la revue *Nueva Sociedad* à Buenos Aires.

Jean-Bosco Talla est journaliste, directeur du journal *Germinal* et point focal de La Grande Palabre.





## Préface

« L'impératif des alliances dans une démocratie » part du constat que dans chaque démocratie, construire une majorité est nécessaire pour atteindre ses objectifs politiques, qu'il s'agisse de remporter des élections ou de faire adopter une décision politique comme un projet de loi ou un plan d'action. Cet impératif de constitution de majorités s'impose aux différents acteurs de la vie politique, y compris aux associations ; aux syndicats etc. Même un dirigeant tout-puissant a besoin, au moins de temps à autre, de convaincre et de rallier d'autres personnes ou groupes qui ne lui sont pas nécessairement proches, d'harmoniser les points de vue ou de trouver un compromis autour d'une question précise. Ceci est également vrai au niveau international, en ce qui concerne les relations entre les États. Les États faibles peuvent faire face à des États plus puissants en s'associant au moment opportun, même s'il ne s'agit que de régler une question bien précise, par exemple à l'occasion d'accords commerciaux.

Dans nos sociétés caractérisées par le pluralisme en termes de géographie, langues, religions, idéologies, valeurs etc. ainsi que par des institutions particulières qui orientent la manière de prendre des décisions, imposer un point de vue singulier sans faire valoir celui des autres est difficile, voire impossible, notamment dans une longue durée. Il s'en suit donc que tout ce qui relève de la politique nécessite le dialogue, la prise en compte d'autrui et le compromis. C'est sur cette base que les coalitions et alliances d'intérêts peuvent être construites – des alliances qui sont incontournables notamment pour celui qui se trouve dans une position minoritaire et qui cherche à promouvoir son

projet de société, son programme d'action ou à préparer des élections.

Une coalition ou une alliance n'est pas toujours facile à créer, tant à l'intérieur d'une organisation qu'avec d'autres. Le Cameroun, et notamment ses partis d'opposition, en sont un exemple éloquent. Faire s'accorder des leaders d'organisations, qu'elles soient politiques, religieuses, professionnelles ou autres, sur une campagne thématique ou même électorale nécessite des dispositions qui sont rarement faciles à mettre en place. Commençant avec la volonté et la détermination de faire marcher un projet particulier, passant par les stratégies, les acteurs, leurs attitudes et comportement et terminant par les moyens à mobiliser - créer l'action commune dans un environnement de domination, de hiérarchie, de manque de confiance et de corruption nécessite des qualités des vrais leaders de la part des initiateurs et coalitionnaires. Il faut aussi surpasser les divergences ou animosités personnelles ainsi que, par nécessité, les ambitions individuelles, au moins dans le court terme pour arriver à un but commun.

Au Cameroun et dans bien d'autres pays, on constate souvent l'existence d'un nombre exorbitant de partis politiques, de syndicats, etc. Etant donné que leur poids individuel est souvent faible, on peut s'interroger sur les causes de cette prolifération d'organisations qui reflète une fragmentation sociopolitique qui n'est pas propice à l'action collective. Si l'on pose la question des raisonnements politiques des uns et des autres aux citoyens et citoyennes, on obtient souvent la réponse : « Chacun de ces leaders politiques veut être lui-même président ! » Ou encore : « Ils ne peuvent pas s'entendre. ». Une réaction accompagnée par un haussement d'épaules qui exprime un fatalisme souvent compréhensible.

Les contributions de ce livret posent la question de la création des alliances et des coalitions et celle de savoir comment celles-ci peuvent contribuer à la résolution de problèmes politiques et à la construction de l'action démocratique au sein des mouvements sociaux, des partis et des gouvernements. Nous nous interrogeons sur les différents types d'alliances et de coalitions et les facteurs clés de leur succès ou de leur échec. Nous voudrions tirer profit des expériences faites en Amérique Latine et au Sénégal pour éclaircir ensuite la situation des alliances politiques au Cameroun en s'interrogeant ainsi : Pourquoi est-il si difficile, dans le pays, de construire des coalitions et des alliances fortes et durables qui pourraient encadrer l'action politique et sociale, c'est-à-dire des alliances qui ne seraient pas forcément motivées par l'argent et l'exercice de la domination ?

Une des fonctions clés des partis politiques est l'agrégation des intérêts sociétaux. Mais si trois cents partis politiques différents, ou même la douzaine qui existe réellement sur le terrain, tirent dans toutes les directions, les intérêts qui existent au sein de la société camerounaise ne peuvent être articulés adéquatement. L'attention que la Fondation Friedrich-Ebert porte à la question obéit donc à une motivation simple : il s'agit de contribuer à une réflexion qui aidera les différents acteurs dans leurs efforts pour construire au Cameroun une démocratie forte, participative et stable

Nous vous souhaitons bonne lecture.

**Denis Tull**

Représentant Résident

FES – Cameroun & Afrique Centrale



# Introduction

Jean-Bosco Talla

Marches, boycotts, meetings, pétitions, communiqués et conférences de presse, villes mortes, pays mort et désobéissance civile...dans la plupart des États d'Afrique subsaharienne, principalement dans les pays d'Afrique centrale, l'opposition et les forces progressistes ont tout essayé. Sans succès, c'est-à-dire sans arriver à inverser le rapport de force leur permettant d'accéder au pouvoir. Les raisons de ses échecs récurrents sont multiples : fraudes électorales organisées par les régimes en place, organisation d'élections par une administration partisane, environnements politiques contraignants, querelles de personnes, divisions des partis politiques et des opposants, mesquineries entre leaders, etc. Elles entraînent des conséquences qui contribuent le plus souvent à perpétuer les régimes en place que tous les opposants prétendent combattre. Entre autres :

- la dispersion des votes de leurs membres et sympathisants au moment des consultations électorales ;
- le découragement des électeurs qui ne respectent plus les consignes de vote et n'écourent plus les leaders qui à leurs yeux ne sont plus que de simples parleurs. De sorte que l'on constate une baisse significative du taux de participation électorale depuis quelque temps dans plusieurs pays. De même, les campagnes invitant les citoyens à s'inscrire massivement sur les listes électorales et à inciter ceux qui se sont inscrits

à venir retirer leur carte ne suscitent pas beaucoup d'engouement<sup>1</sup> ;

- les électeurs manifestent un désintérêt à l'endroit de l'activité politique partisane et plus généralement de la politique. À telle enseigne que l'augmentation du nombre de partis politiques<sup>2</sup> dans presque tous les pays d'Afrique subsaharienne, ce qu'on appelle multipartisme intégral, n'est que l'arbre qui cache la forêt du désenchantement et du désengagement des citoyens vis-à-vis de la politique. D'où ce qui s'apparente à une « démobilisation collective », cet « état persistant de faiblesse des mouvements sociaux protestataires, c'est-à-dire des formes d'action concertée en faveur d'une cause et faisant appel aux autorités politiques »<sup>3</sup>.

Obnubilés par l'espoir d'accéder à la magistrature suprême, certains leaders et partis politiques d'opposition ont investi temps, argent et énergie dans le combat pour la création d'une commission électorale nationale indépendante ou autonome

---

1 Au 14 juin 2013, le total national des inscriptions sur les listes électorales est de 5.524.415. Ce nouveau total national des inscriptions reste à toiletter. Il maintient le taux national de réalisation à 79%, par rapport au nombre potentiel d'électeurs à inscrire qui est de 7.008.704. Lors de l'élection présidentielle du 09 octobre 2011, le nombre total d'inscrits était de La désaffection des électeurs est d'autant plus patente que selon Elections Cameroon (ELECAM), à la date du 16 juin 2013, 5 000 105 cartes ont été imprimées. 3 040 203 sont déjà expédiées dans les démembrements d'ELECAM/lec. Mais, il n'y a que 748 091 qui ont été distribuées. Soit environ 15%.

2 Au Cameroun, le nombre de partis politiques avoisine 300. Dans la réalité de leur fonctionnement, moins d'une vingtaine mérite le statut de parti politique. (Cf Actes du Colloque organisé par La Grande Palabre sur le thème, "Re-penser et re-construire l'opposition camerounaise", Yaoundé, 7, 8 et 9 novembre 2012. Inédit

3 Pommerolle M.-E., "La démobilisation collective au Cameroun : entre régime postautoritaire et militantisme extraverti", Critique internationale 2008/3, n 40, p. 73-94.

(CENI ou CENA) chargée de l'organisation des élections, ignorant ou faisant semblant d'oublier qu'une bonne organisation ne suffit pas et ne sert à rien si elles ne sont pas libres. Aussi, souligne Jean-Philippe Remy, « depuis leur invention au Bénin, au début de [la] décennie [90], les commissions électorales indépendantes sont devenues, pour les oppositions désespérées par l'impossibilité de renverser par les urnes les partis au pouvoir, d'illusoires sésames de l'alternance démocratique. Réclamées par de nombreux partis d'opposition, les CENI ou CENA ont fini par devenir une fin en soi, alors qu'elles ne sont rien sans un ensemble de mesures plus générales leur permettant de jouer leur rôle de manière complète. Elles sont surtout l'illustration d'une méfiance à l'égard des institutions<sup>4</sup>».

À ces revendications se sont greffées celles relatives à l'informatisation du fichier électoral et à l'utilisation du système biométrique pour les inscriptions sur les listes électorales. S'y accrochant comme une bouée de sauvetage, les formations politiques de l'opposition et leurs leaders ne se sont pas rendu compte qu'indépendantes ou autonomes, les CENI ou CENA, l'informatisation du fichier électoral et la biométrie ne règlent pas les problèmes de fond que pose l'organisation des élections libres, transparentes et justes. Elles peuvent même apparaître comme des pièges pour le jeu démocratique. En outre, s'il est indéniable que l'informatisation du fichier électoral présente des avantages certains, il n'en demeure pas moins vrai qu'elle ne produit pas toujours des résultats bénéfiques. Marcel Fouda Medjo souligne d'ailleurs que,

« si l'on admet que l'informatique offre des possibilités accrues de déceler et de prévenir les fraudes électorales, il convient

---

4 Jean-Philippe Rémy, "Une commission électorale peut-elle sauver l'opposition", in *L'Autre Afrique*, n°048 du 06 au 12 mai 1998, p.9.



aussi de reconnaître qu'elle offre exactement les mêmes possibilités pour une manipulation frauduleuse des données. En effet, s'il est facile de constater qu'un programme informatique réalise certaines opérations, il est beaucoup plus difficile de vérifier que sous certaines conditions, il n'en réalise pas d'autres. On peut faire faire n'importe quoi à un ordinateur de sorte qu'il peut changer de fonctionnement à telle ou telle heure s'il a été programmé ainsi. Les possibilités de l'informatique peuvent donc permettre aussi bien de prévenir les fraudes que de les aggraver en les rendant de surcroît plus difficiles à déceler <sup>5</sup>».

L'exemple du Tchad reste vivace dans nos esprits. En effet dans ce pays, l'informatisation du fichier électoral n'avait pas empêché M. Idriss Déby Itno de se maintenir au pouvoir après avoir obtenu 86,26%, lors de la présidentielle, sans enjeu<sup>6</sup>, boycottée par l'opposition du 25 avril 2011. Aussi n'avait-elle pas empêché son parti le Mouvement patriotique du salut (MPS) d'avoir la majorité absolue à l'Assemblée nationale avec 133 sièges sur 188. Ces résultats donnés par la Commission électorale nationale indépendante (CENI) plaçaient en seconde position l' (UNDR) de Saleh Kebzabo avec une dizaine de députés, suivi de près par l' (URD) du général Wadal Abdelkader Kamougué et le Ressemblement national pour la Démocratie - *Tchadienne*

---

5 Marcel Fouda Ndjodo, "informatisation des élections au Cameroun : un défi organisationnel et technologique", in Alain Nkoyock (sous la direction de), Problématique de l'informatisation des processus électoraux en Afrique, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 122.

6 <http://www.rfi.fr/afrique/20110425-presidentielle-enjeu-mobilise-pas-electeurs-tchadiens>. Pour dénoncer l'incurie du système, trois principaux opposants tchadiens, Saleh Kebzabo, Wadal Abdelkader Kamougué et Ngarlely Yorongar, avaient décidé de boycotter la présidentielle de 2011. Certains Tchadiens avaient soutenu qu'il s'agissait non seulement d'une mascarade, mais aussi d'une élection présidentielle organisée pour valider une démocratie de façade.

(RNDT), le « Réveil » de Pahimi Padacké Albert, qui comptaient chacun près de dix députés.

L'ayant compris, les pouvoirs en place ont vite fait d'accéder à ces demandes de l'opposition sans que la création des CENI, CENA ou d'Elections Cameroon, l'informatisation et l'utilisation de la biométrie ne changent l'issue des élections. Dans des pays où ces commissions ont été créées, elles ont été soit vivement contestées<sup>7</sup>, soit à l'origine d'une guerre fratricide ayant entraîné de nombreux dégâts matériels et des pertes en vie humaine<sup>8</sup>.

Quand on observe le fonctionnement des formations politiques de l'opposition et les attitudes de leurs leaders, il est aisé de relever des tares qui inhibent leur efficacité dans le champ politique. Entre autres : le déficit d'élaboration stratégique, de cohésion, de cohérence dans la démarche, de flexibilité, de cadre de concertation et de solidarisation ; le nombrilisme ; la volonté d'utiliser les autres (formations politiques et organisations de

---

7 Au Cameroun, la nomination en 2009 de 9 membres du Rassemblement démocratique du peuple Cameroun (RDPC) sur le 12 que comptait le conseil électoral d'Elections Cameroon (ELECAM), organe chargé de l'organisation, de la gestion de l'ensemble du processus électoral et référendaire, avait suscité l'ire des partis politiques de l'opposition qui avait à juste titre dénoncé la confiscation de cette structure par le parti au pouvoir. Pour les opposants, même si ces membres avait démissionné de leur parti quelque temps après leur nomination, cet organe n'était ni neutre, ni indépendante. Par la suite, le nombre de membre du conseil électoral a été porté de 12 à 18 par décret du président de la République. Parmi les 6 nouveaux membres, on comptait un archevêque, des personnalités de la société civile, un membre de l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (UNDP), parti allié au parti au pouvoir.

8 C'est le cas de la Côte d'Ivoire où faute de consensus au sein de la Commission électorale indépendante (CEI) après le second tour de l'élection présidentielle tenue le 28 novembre 2010, les résultats ont été très contestés par les camps en présence, plongeant le pays dans une guerre qui a fait officiellement plus de 3000 morts, et officieusement au moins 20 000 morts si l'on tient aux déclarations de Mamadou Koulibaly, ex-président de l'Assemblée nationale de Côte Ivoire lors d'une conférence tenue à Yaoundé le 16 mai 2013.

la société civile) comme simples bétails et/ou tremplins électoraux, sans oublier l'infiltration de l'opposition par des taupes à la solde des régimes en place<sup>9</sup>, etc. Aussi certains leaders politiques semblent-ils avoir perdu de vue que l'enjeu fondamental aujourd'hui est de mobiliser des citoyens épris de changement autour d'un projet global alternatif qui viserait à fonder un nouvel ordre politique dans les différents pays<sup>10</sup>. Compte tenu de ce qui précède, on peut postuler que les formations politiques sont en majeure partie responsables de leurs échecs récurrents.

C'est donc fort de ce constat et conscient de la situation singulière dans laquelle se trouve l'opposition politique en Afrique, principalement les forces progressistes et les partis sociaux-démocrates de la sous-région Afrique centrale, que la Fondation Friedrich Ebert (FES) a organisé, du 26 au 28 novembre 2012, un séminaire international sur Démocratie et développement social en Amérique latine et en Afrique. Selon Mirko Herberg, alors représentant résident de cette Fondation, cette rencontre avait pour objectif de permettre « aux participants et surtout aux partis sociaux-démocrates d'échanger des expériences, de tisser des liens de solidarité, d'apprendre à créer, à gérer des réseaux et des alliances ». Cette démarche se situe en droite ligne des

---

9 On comprend pourquoi, Gilbert Taguem Fah avait estimé, lors du Colloque organisé par La Grande Palabre les 7-9 novembre 2012 que « l'opposition offre l'image d'un malade frappé par un nanisme politique doublé d'une cécité technostucturelle. L'on est tenté de se demander si elle n'est pas congénitalement vouée à l'échec puisque son destin semble étroitement lié aux errements d'un ordre gouvernant qui tient fermement le levier de vitesse politique et qui conserve les commandes de la dynamique de l'implémentation d'une démocratie encore cosmétique certes, mais stratégiquement entretenue par des avenants complaisants ». (*"Opposition et parti au pouvoir. une rivalité aux racines (neo) coloniales"*, in *Re-penser et re-construire l'opposition camerounaise*, actes du colloque organisé à Yaoundé du 7-9 novembre 2012, inédit.

10 Jean-Bosco Talla, « l'opposition face au défi de l'alternance », *Germinal* n° 048 du 26 janvier 2010, p. 9.

missions de la FES qui « accompagne le processus de démocratisation en se fondant sur un leitmotiv simple : la démocratie a besoin de démocrates. C'est la raison pour laquelle, fondant [ses] actions sur le postulat selon lequel les partis politiques ont un rôle essentiel à jouer en démocratie, la Fondation s'engage aux côtés de tous les partis politiques démocratiques, s'implique dans le renforcement des capacités des différents acteurs visant à favoriser l'émergence des systèmes politiques démocratiques conduits par des démocrates<sup>11</sup> ».

C'est aussi ce souci de solidarité, de partage, de mise en commun des expériences, de renforcement des capacités des formations politiques et des organisations de la société civile camerounaise qu'une session sur « l'impératif des alliances en démocratie » avait été organisée au lendemain de la rencontre internationale susmentionnée. Selon Mirko Herberg : « le choix du thème part du constat selon lequel dans chaque démocratie, on a besoin d'une majorité pour gagner des élections ou pour faire passer une décision politique, que ce soit un projet de loi ou l'adoption d'un plan d'action [...] L'intérêt que la FES porte sur la question est celui de contribuer à la réflexion susceptible d'aider les différents acteurs dans leurs efforts de construire une démocratie forte, participative et stable au Cameroun ».

Le choix du sujet et sa formulation, des participants à l'atelier, du lieu de son déroulement, permettent d'appréhender sa problématique. Autrement dit, ce thème suscite le questionnement suivant: qu'est-ce qu'une alliance ? Qu'est-ce qu'une coalition ? Comment la formation ou la création des alliances ou des coalitions peut-elle contribuer à trouver des solutions aux situations politiques complexes, à la construction de l'action

---

11 Mirko Herberg, discours d'ouverture lors du séminaire international du 26-28 novembre 2012.

politique et démocratique au sein des mouvements sociaux, des partis politiques et des gouvernements ? Quels sont les types d'alliances ou de coalitions que l'on peut former et les facteurs clés de leur succès ou échec ? Comment les formations politiques et les organisations de la société civile (OSC) camerounaises peuvent-elles tirer profit des expériences sénégalaises, tunisiennes et de celles des pays d'Amérique latine ? Pourquoi au Cameroun a-t-on des difficultés à construire les alliances fortes durables qui pourraient encadrer l'action politique et sociale, c'est-à-dire des alliances qui ne sont pas forcément motivées et créées par et pour l'argent ou pour l'exercice de la domination ? Mieux, sur quels obstacles butent les leaders politiques, d'opinion, et des OSC dans leurs tentatives de création et/ou de maintien des alliances et coalitions ?

À ces questions, les auteurs – en réalité ceux qui ont pris la peine de consigner l'économie des discussions dans ce manuel – et les participants à l'atelier organisé par la FES proposent des pistes de solutions.

Dans ce petit livre, il s'agit moins de focaliser notre attention sur les aspects théoriques et conceptuels que d'indiquer aux différents acteurs les pistes et les outils leur permettant de créer et de maintenir les coalitions, et les alliances fortes et durables. Autrement dit, la vocation de cet ouvrage est essentiellement didactique. Il vise l'amélioration des pratiques des acteurs politiques et ceux de la société civile.

Mathias Eric Owona Nguini fixe le cadre théorique des notions contenues dans l'intitulé. Son texte permet non seulement de donner un contenu aux différentes notions clés (coalition et l'alliance) apparaissant dans le thème, mais il donne les facteurs clés permettant leurs succès. Sa définition de la coalition n'est pas très éloignée de celle proposée par Moktar Lamari,

Réjean Landry et Nabil Amara<sup>12</sup> selon laquelle « les coalitions constituent des actions collectives impliquant un consentement mutuel, volontaire et temporaire entre des acteurs motivés par un objectif commun ». Les alliances, pactes ou unions quant à elles s'inscrivent dans la durée. Leur formation prend en compte, entre autres, les affinités, les similarités idéologiques et socioculturelles. Aussi ouvre-t-il une fenêtre sur les forces, les faiblesses et les succès des alliances et coalitions formées au Cameroun. Pour terminer, il montre l'intérêt des politiques des alliances et de coalitions dans un système démocratique.

Faut-il le souligner, la classification des alliances est assez délicate. Maurice Duverger estime qu'il conviendrait de « distinguer d'abord les coalitions occasionnelles et éphémères, et les alliances proprement dites, plus durables. Juste dans son principe, cette classification n'est pas toujours d'application facile : beaucoup d'alliances, entourées de propagandes et d'espoir, se disloquent aussi vite que des coalitions ; beaucoup de coalitions se réforment sans cesse et deviennent de véritables alliances<sup>13</sup> ».

Jean-Bosco Talla s'appuie beaucoup plus sur le rapport de la conférence sus-citée pour montrer la nécessité pour les forces progressistes de former des alliances. En se fondant sur l'exem-

---

12 Cité par Raymond Hudon, Christian Poirier et Stéphanie Yates, "Participation politique, expressions de la citoyenneté et formes organisées d'engagement : la contribution des coalitions à un renouvellement des conceptions et des pratiques", in *Politique et Sociétés*, vol. 27, n° 3, 2008, p. 165-185. <http://id.erudit.org/iderudit/029851ar>. En s'inspirant de la définition proposée par Moktar lamari et al, ces auteurs estiment la « coalition peut se concevoir comme un ensemble plus ou moins structuré de groupes, d'individus et, éventuellement, d'institutions, qui partagent diverses ressources en vue de défendre ou de promouvoir des intérêts et des objectifs communs ».

13 Maurice Duverger, *les partis politiques*, Paris, Librairie Armand Colin, p. 439.

ple sénégalais présenté par le Pr Gorguis Ciss<sup>14</sup>, il esquisse également les conditions de succès d'une telle initiative.

La contribution de Pablo Stéfanoni<sup>15</sup> permet aux lecteurs, leaders des formations politiques et d'OSC d'apprendre à partir des exemples des pays progressistes d'Amérique latine qui ont profité de la crise du néolibéralisme pour opérer un virage à gauche.

Enfin divers acteurs politiques et de la société civile camerounaise s'expriment sur les difficultés à surmonter pour mettre en place des alliances fortes et durables au Cameroun.

Que ce soit dans la scène politique et au sein des associations, des syndicats et autres regroupements, le désir et la volonté de former les majorités ou de peser sur une décision à prendre rendent les coalitions et les alliances incontournables. Dans la plupart des régimes politiques où les élections sont à deux tours, les partis politiques forment généralement les alliances électorales au second tour qui, par la suite, se transforment en alliances soit parlementaires, soit de gouvernement. Même au sein d'une même formation politique traversée par des courants, la formation des alliances s'impose si ce parti politique veut devenir une machine à gagner les élections ou, si elle veut maintenir sa cohésion lorsqu'il est au pouvoir. C'est le cas du parti socialiste français où François Hollande d'abord candidat à la présidence, puis président de la République française s'est trouvé obligé non seulement de composer avec les ténors des différents courants existant au sein du Parti socialiste pour sortir vainqueur à la présidentielle et aux législatives d'avril-juin 2012, mais a aussi noué des alliances avec Europe Écologie Les Verts

---

14 Le Professeur Gorguis Ciss est membre du bureau politique du parti socialiste sénégalais (PS). Il est également directeur de l'école de ce parti.

15 Pablo Stéfanoni est rédacteur en chef de Nueva Sociedad (Buenos Aires).

(EELV) et d'autres partis politiques de la gauche française. Le régime politique multipartiste au scrutin majoritaire à un tour incline à la formation des alliances très fortes. Aussi, même après avoir eu la majorité absolue à l'issue d'une élection, la plupart des leaders des formations politiques répugnent-ils à gouverner seuls et manifestent la volonté de faire partager par d'autres, alliés ou non, les responsabilités du pouvoir. C'est le cas de nombreux gouvernements d'union nationale qui se forment dans des pays africains après les élections présidentielles et/ou législatives. Même les dictateurs et les despotes puissants ont besoin, de temps à autre, de convaincre certains parmi leurs concitoyens de soutenir leur point de vue ou de trouver un compromis autour des questions précises engageant le destin de leur communauté historique<sup>16</sup>. Bref, comme le souligne Mirko Herberg, dans une société comme celle du Cameroun caractérisée par le pluralisme politique, géographique, linguistique, religieux, idéologique, ainsi que par la pluralité des valeurs et des institutions qui orientent la manière dont les décisions sont prises, imposer, tout le temps, son point de vue sans tenir compte de celui des autres est difficile, voire impossible. C'est pourquoi on peut affirmer que dans le champ politique ou dans toutes activités qui engagent le destin d'un groupe et d'une multitude, le dialogue, la prise en compte du point de vue de l'autre et la recherche du compromis sont indispensables. C'est sur cette base qu'alliances et coalitions peuvent être construites. Celles-ci sont incontournables lorsqu'acteurs et groupes d'acteurs sont minoritaires au moment de faire la promotion d'un projet de société, d'un plan d'action ; quand des partis politiques se trouvent pendant la phase postélectorale ou lorsque certains acteurs

---

16 Mobutu Sese Seko alors président du Zaïre et Idi Amin Dada ex-président de l'Ouganda ont eu dans leur pays respectif à associer d'autres forces politiques et personnalités à la gestion des affaires publiques.



veulent engager des actions de lobbying, de plaidoyer ou pour former des plateformes. C'est dire si dans le champ social et dans différents domaines, divers types d'alliances ou de coalitions peuvent être créées ; leur formation ou leur création ne se fait pas sans difficulté. Dans un environnement caractérisé par la volonté de puissance de certains acteurs, le manque de confiance et la corruption généralisée, fédérer les acteurs, organisations et les multiples initiatives et les leaders des organisations politiques, religieuses, environnementales... autour d'une campagne thématique ou électorale nécessite de la part des initiateurs des qualités de leader, de meneur ou de meneuse d'hommes.

## Indication bibliographique

1-Alain Nkoyock (sous la direction de), *Problématique de l'informatisation des processus électoraux en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 2004, 379p.

2-Maurice Duverger, *les partis politiques*, Paris, Librairie Armand Colin, 384 p.

# I

## **Pourquoi un système démocratique a-t-il besoin des alliances des acteurs politiques ?**

*De l'utilité et de la pertinence politiques  
des alliances et des coalitions*

Mathias Eric Owona Nguini

En se fondant sur la question qui oriente cette réflexion initiale, il s'agit d'introduire la discussion sur l'impératif de la formation des alliances et des coalitions dans les systèmes démocratiques en voie d'installation ou d'implantation dans les formations sociales d'Afrique. Il s'agit alors de tenter de répondre à la question suivante: pourquoi un système démocratique a-t-il besoin des alliances des acteurs politiques ?

Si, avant la fin des années 1980 et le début des années 1990, certains pays d'Afrique ont fait l'expérience démocratique à l'instar du Botswana, du Sénégal et celle, plus évanescence, de la Haute-Volta ou de la Centrafrique, ces expériences démocratiques ont fondamentalement reculé à partir des années 1960 dans

la plupart des pays africains. Ce n'est qu'avec la fin des années 1980 et le début des années 1990, dans un contexte international transformé, que revient au premier plan la question de la démocratisation des sociétés africaines. À partir de ce moment, ces pays seront pris dans la « troisième vague » de la fameuse démocratisation dont parlait le politologue américain Samuel Huntington<sup>17</sup>. Ils seront pris dans des transitions démocratiques que certains politistes avaient déjà étudiées dans les années 1980 pour l'Amérique latine notamment, des politistes comme Juan Manuel Linz, Guillermo O'Donnell ou de Philip Schmitter. C'est donc dans ce cadre que les pays africains seront mis en contact avec le système politique démocratique qui se caractérise par le fait qu'il met en évidence la méthode concurrentielle pour l'attribution et l'organisation du pouvoir tel qu'envisagé par Joseph Schumpeter<sup>18</sup>. Dans une démocratie, la concurrence est, fondamentalement, le mécanisme par lequel le pouvoir dévolu fondamentalement et originairement au Peuple est assuré et exercé à travers sa transmission à des autorités institutionnelles déterminées par une mise en jeu électorale compétitive des principales positions de décision publique. Bien évidemment, il peut y avoir des formes de concurrence politique dans un système politique de type autoritaire et autocratique, mais c'est là une concurrence fermée et plus ou moins clandestine, alors que dans un système démocratique la concurrence est institutionnalisée. Le système démocratique est fondamentalement basé sur le pluralisme ; d'abord, le pluralisme politico-institutionnel, ce qui se traduit dans la théorie et la pratique de ce qu'on appelle la séparation des pouvoirs, mais aussi le pluralisme sociopolitique dans l'existence des différentes organisations

---

17 Samuel Huntington, *The Third Wave: Democratization in the late Twentieth Century*, Oklahoma, Oklahoma University Press, 1991.

18 Joseph Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris, Payot, 1983.

politiques, à la fois des organisations politiques professionnelles qui ont le statut d'associations politiques ayant la forme de partis, mais aussi des organisations qui sont en quelque sorte des organisations d'accompagnement politique, notamment les fameuses organisations de la société civile qui s'occupent des questions politiques. C'est ce qui entraîne la controverse récurrente entre les politiciens professionnels (les politiciens de partis) et les quasi-politiciens qui animent les associations citoyennes. Le système démocratique est un système, on l'a dit, qui officialise la libre entreprise politique, ce qui veut dire que, dans un système démocratique, il y a la possibilité de créer des organisations politiques qui vont rentrer dans la concurrence politique et vont permettre à ceux qui font de la politique de matérialiser leur vocation (*Beruf*)<sup>19</sup>. Dans un tel système, il existe donc ce que l'analyse politique appelle un marché politique, c'est-à-dire un espace dans lequel ces différentes organisations prennent la forme de ce que la sociologie classique, avec Max Weber, Moisei Ostrogorski et Joseph Schumpeter, a appelé les « entreprises politiques ». À partir de ce moment, le jeu politique dans la démocratie est fondé sur ce que Robert Dahl appelait la « polyarchie », c'est-à-dire un jeu qui présuppose que le pluralisme organisationnel est un élément essentiel et qui signifie que ces organisations disposent d'une certaine autonomie et d'une incontestable indépendance<sup>20</sup>. Autrement dit, une démocratie consistante est une démocratie polyarchique, c'est-à-dire qu'elle est fondée sur la pluralité organisationnelle, parce que la démocratie exclut ce que Robert Dahl appelle l'« hégémonie » qui se caractérise par la concentration des moyens de pouvoir. Cette concentration des moyens de pouvoir a pour effet d'éliminer

---

19 Max Weber, *Le savant et le politique*, Paris, Plon, 1959.

20 Sur le concept de polyarchie, cf Robert Dahl, *Who Governs? Democracy in an American City*, New Haven, Yale University Press, 1961.

ou de réduire de manière substantielle le pluralisme. Dans un jeu politique polyarchique, pluraliste, il y' a donc une activité d'échange : la politique en démocratie suppose en effet un certain nombre d'échanges, le plus évident étant, même pour le profane, l'élection. Dans une élection, il y' a une mise en scène de l'échange politique entre des groupes qui proposent une offre politique sous forme de programmes et projets de sociétés, et puis d'autres groupes qui, eux, ne disposent pas nécessairement de la même cohérence, et qui peuvent néanmoins, en raison de leur capacité citoyenne, sélectionner entre les offres politiques qui leur sont faites. Dans ce cadre, comme la politique démocratique est fondée sur des jeux d'échanges, les alliances et les coalitions peuvent être des mécanismes importants de la politique démocratique, dans sa dimension institutionnelle et aussi dans sa dimension transactionnelle, incluant le marchandage<sup>21</sup>. C'est toute la problématique développée par Carl Schmitt, auteur controversé et théoricien du pouvoir et droit qui, dans son livre *Parlementarismes et démocratie*, étudie à sa manière ces relations entre le parlementarisme et la démocratie à travers les mécanismes de marchandage<sup>22</sup>.

De ce qui précède, on peut dégager deux configurations basiques de ce que sont les alliances et coalitions en tant que regroupements politiques. Nous verrons que l'alliance et la coalition ne se situent pas au même niveau. La première configuration est celle de l'alliance. Elle renvoie en quelque sorte à ce que nous appelons une configuration institutionnelle, interorganisationnelle et civilisationnelle, c'est-à-dire qu'elle se situe à un niveau important de généralité. Par contre, la coalition se situe à un niveau où elle correspond à une configuration transactionnelle,

---

21 William Riker, *The Theory of Political Coalitions*, New Haven, Yale University Press, 1962.

22 Carl Schmitt, *Parlementarisme et démocratie*, Paris, Le Seuil, 1988.

organisationnelle et opérationnelle. Elle est en prise avec des préoccupations plus pragmatiques qui sont en fait plus pratiques. Nous dresserons par la suite les facteurs-clés du succès ou des échecs des deux types de partenariat que sont les alliances et les coalitions, et enfin, nous dégagerons, à partir de la lecture de l'expérience camerounaise, comment les dynamiques de coalition ont pu évoluer.

### **I-1-L'alliance comme configuration institutionnelle, inter-organisationnelle et civilisationnelle des groupes politiques**

#### *Un cadre systémique et stratégique*

Il s'agit ici d'étudier l'échec des alliances. L'alliance en politique est évidemment une forme de regroupement. Mais c'est une forme particulière de regroupement, qui s'inscrit dans une certaine durée, une certaine perspective temporelle. La mise en place d'une alliance dans cet ordre de temps-là suppose un certain nombre d'activités de mise en cohérence et de mise en convergence des groupes et acteurs politiques désireux d'entretenir un tel regroupement. C'est donc un mode stratégique de regroupement. Autrement dit, l'alliance est fondée sur un travail politique qui consiste à rapprocher les vues et les intérêts des différentes formations et acteurs politiques qui en font partie. L'alliance est donc une politique de combinaison. C'est une politique combinatoire qui vise à mutualiser les intérêts des acteurs individuels ou collectifs qui y appartiennent. Qui dit alliance dit positionnement dans une perspective systémique. Une alliance se situe toujours par rapport à une vision systémique d'un ordre politique, c'est-à-dire qu'elle a une vision de la manière dont le système démocratique doit être organisé. Comme nous sommes dans un jeu concurrentiel, l'alliance présuppose évidemment

l'existence d'alliances concurrentes. C'est pourquoi la vision systémique peut être contre-système, particulièrement dans la posture des formations d'opposition. Il s'agit, lorsqu'elles rentrent en alliance, de proposer une vision contre-système, c'est-à-dire qui soit contraire ou différente de celle des groupes qui contrôlent les commandes de l'État. L'alliance suppose donc un noyau dur moral et doctrinal. Il n'y a pas d'alliance là où il n'y a pas un corpus de valeurs et de normes qui a fait l'objet d'une discussion entre les acteurs politiques qui l'ont constituée. En même temps qu'elle est une chaîne de valeurs, l'alliance est évidemment une chaîne d'intérêts si des acteurs politiques se mettent ensemble dans le cadre d'une plateforme. Elle est évidemment mise en place pour avoir un potentiel politique important devant permettre aux différents alliés de disposer d'une capacité de représentation et de mobilisation politiques plus efficiente et efficace. Qui dit donc alliance dit aussi mise en place d'un bloc ou d'un pôle. Les alliances permettent précisément de structurer l'espace politique d'une démocratie autour de pôles, parce que si la démocratie est un mécanisme concurrentiel, cette concurrence-là aussi doit être organisée et structurée. L'un des problèmes des systèmes politiques en Afrique est celui d'avoir une concurrence qui, précisément parce qu'elle n'est pas structurée de manière loyale et crédible, parce qu'elle prolifère sur un mode inégalitaire et hégémoniste, n'est finalement plus caractérisée par la libre compétition politique. Cela veut dire que face aux systèmes à deux cents, trois cents ou quatre cents partis politiques, la concurrence est au final détruite, parce qu'en réalité, dans ces conditions, il ne peut pas y avoir une structuration sérieuse de la concurrence. Le fonctionnement réel de tels systèmes montre que s'il y a quatre cents partis politiques, généralement quel que soit le pays, il est évident que les choses s'organisent entre cinq ou dix partis politiques. Ce sont tou-



jours les mêmes organisations qui reviennent au premier plan. C'est précisément dans une telle situation structurelle que se trouve l'ordre politique camerounais<sup>23</sup>. Dans notre optique, il y a également la nécessité de souligner que l'alliance suppose une synthèse idéologique – aspect qui a été abordé en parlant du corpus de valeurs et de normes-. L'alliance ne peut donc pas réussir entre des groupes et des acteurs politiques qui n'ont pas fondamentalement les mêmes sensibilités. Il est extrêmement difficile d'avoir une alliance, pour prendre un exemple simplifié, simpliste, mais peut-être évocateur, entre un parti qui a une orientation ultraconservatrice – peut-être d'extrême droite – et un parti social-démocrate. Il est impossible d'envisager une alliance dans ces conditions.

L'alliance suppose aussi une synergie organisationnelle. Dans ce cas, il y a création de ce qu'on appelle des *Umbrella Organisations*, c'est-à-dire des plateformes susceptibles d'accueillir une diversité d'organisations et qui fonctionnent sur la base de mécanismes de coordination permettant aux différentes organisations de travailler.

L'alliance, parce qu'elle s'inscrit dans la durée, et particulièrement pour les formations d'opposition, suppose aussi deux perspectives : une perspective de combat ou de concurrence politique. Si les partis se mettent dans une alliance, c'est pour disposer d'un potentiel de combat politique plus développé, pour avoir des moyens de lutte politique plus développés. Mais, même lorsqu'ils sont dans l'opposition, les partis ont toujours besoin, en plus de la perspective de combat, d'une perspective

---

23 Mathias Eric Owona Nguini, "La sociogenèse de l'ordre politique camerounais entre autoritarisme et démocratie (1978-1996) : les régimes politiques et économiques de l'État au gré des conjonctures et des configurations socio-historiques"., Thèse de doctorat de science politique, Université de Bordeaux IV et Institut d'études politiques de Bordeaux, septembre 1997.

de contrôle. Car, pour essayer de renverser le rapport de forces, il faut disposer également de la capacité d'organiser les éléments qui sont en faveur des mouvances oppositionnelles. Donc, le travail de l'alliance suppose aussi la mise en place d'une centrale politique. Celle-ci a moins la forme d'un parti, que celle d'un regroupement de partis ; ce qui permet d'articuler et d'agréger les intérêts pour avoir un fort potentiel de mobilisation. C'est dire si c'est une véritable machine de pouvoir et de guerre qui est mise en place sous le couvert de l'alliance. Celle-ci s'inscrit dans le temps. C'est sur ce point que l'alliance se différencie de la coalition.

## **I-2-La coalition comme configuration transactionnelle, organisationnelle et opérationnelle des groupes politiques**

*Un cadre tactique et thématique.*

L'autre configuration transactionnelle et opérationnelle des équipes est la chaîne de coalition. La coalition, à la différence de l'alliance, est plutôt un mode tactique de regroupement<sup>24</sup>. Dans cette configuration, les organisations et les acteurs conservent leur autonomie doctrinale et idéologique, mais essayent, en tenant compte d'un certain nombre de problèmes et de questions, de se mettre ensemble, d'inventer des manières d'agir. Ils essayent de se regrouper afin d'influencer l'échange politique global dans un sens ou dans un autre. Qui dit donc coalition pointe l'importance du travail de mise en cohérence, de combinaison des intérêts et des besoins des partis. Des formations qui n'ont pas nécessairement les mêmes orientations programmatiques peuvent s'entendre par exemple pour dire : « on va se mettre en coalition pour faire pression, afin de disposer d'un

---

24 William Riker, *op.cit* ;

meilleur système électoral ». Dans ce cas, elles agissent tactiquement par rapport à une préoccupation qui ne suppose pas que ces organisations aient fondamentalement le même noyau dur idéologique et moral. À la différence de l'alliance qui est une entente systémique ou contre-système, la coalition est une entente topique. C'est-à-dire que les préoccupations qui fondent l'entente sont cernées, situées, localisées.

Illustration : « le code électoral n'est pas bon, le Social Democratic Front (SDF), l'Union nationale pour la Démocratie et le Progrès (UNDP), l'Alliance des Forces progressistes (AFP) ou toute autre formation politique camerounaise se mettent ensemble pour obtenir que ce code électoral là soit modifié ».

Pour qu'une coalition puisse donc fonctionner, il faut un certain nombre de liens manœuvriers et mobilisateurs. Le travail dans une coalition commande, pour ceux qui en font partie, de créer les conditions leur permettant de manœuvrer afin d'atteindre les objectifs recherchés. À partir de ce moment, la coalition est un dispositif de combat direct. C'est pourquoi, dans la coalition, la tactique d'engagement est très importante : on détermine de manière précise les thèmes qui vont alimenter la coalition, et on définit également les modes d'engagement de la coalition. Par exemple, si les coalisés revendiquent une amélioration du code électoral, il est évident qu'ils doivent inverser les rapports de forces sur le terrain. C'est dire que les acteurs politiques ne peuvent envisager une coalition qui demande l'amélioration des dispositifs électoraux en excluant dans leurs démarches l'option d'un combat politique de rue.

La coalition suppose pour ainsi dire une tactique d'encadrement, parce qu'il faut régler le combat politique de rue qui est nécessaire pour faire pression sur le système décisionnel. On voit ici que ce qui est important dans la coalition, c'est l'unification de

manière tactique des groupes sur des actions spécifiques. C'est l'un des moyens pouvant être utilisés pour lier les deux niveaux : l'alliance et la coalition. Les partis qui ont, par exemple, contracté par consentement mutuel une alliance peuvent mettre sur pied des coalitions qui vont leur permettre de consolider leurs liens à travers une ou des action(s) concrète(s).

C'est aussi à travers les coalitions que ces formations peuvent consolider les liens avec les groupes qui ne sont pas politiques : les groupes associatifs, ceux d'intérêts ou de pression, les mouvements sociaux.

### **I-3- Les facteurs-clés pour la réussite des alliances.**

Faut-il le souligner, les alliances sont des dispositifs structurants s'inscrivant dans la durée. Dans cette configuration, les facteurs-clés ont d'abord trait à la création des alliances. Pour qu'une alliance se crée, il est important qu'il y ait un champ paradigmatique et programmatique. Autrement dit, il est important qu'il y ait un modèle politique qui travaille à structurer l'alliance. Il ne peut avoir d'alliance, comme souligné précédemment, si les parties en présence n'ont pas travaillé de manière sérieuse sur le modèle politique, car l'alliance n'est pas possible avec des groupes et acteurs qui ont des visions politiques complètement différentes. Ce paradigme pour ainsi dire est essentiel pour rendre forte une alliance qui peut alors se structurer autour d'un programme, lequel suppose qu'il y a effectivement une convergence dans la vision<sup>25</sup>. Le fonctionnement d'une alliance dépend des cadres et conditions qui donnent lieu à des

---

25 Sur la notion de paradigme, se référer à la réflexion d'histoire et de sociologie des sciences de Thomas Kuhn dans *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Champs-Flammarion, 1972.

accords. Pour pouvoir fonctionner dans une alliance, il faut un accord-cadre dans lequel les parties en présence se situent, et qui peut prendre la forme d'un document d'orientation. Il peut y avoir des variances ou des variations. Les alliés peuvent élaborer un manifeste et définir, à côté, un accord qui est une forme de contrat politique. Ce qui suppose évidemment des pourparlers au cours desquels ils essaient de créer la synergie entre différentes organisations. La difficulté de l'alliance est qu'elle ne se constitue pas seulement sur une base partisane. Elle peut regrouper des acteurs parapolitiques, c'est-à-dire qui ne sont pas politiques, mais qui gravitent plutôt autour de l'activité politique. Qui sont ces acteurs ? Ce sont des syndicats, des associations, des groupes de pression et d'intérêt. Une alliance a nécessairement intérêt à mettre en place une telle plateforme. Si elle réussit dans ses conditions de création, elle réussit également dans ses capacités à se reproduire. Pour qu'elle puisse se reproduire, il est nécessaire qu'il y ait un agenda stratégique commun. On comprend que l'action effectuée dans le cadre de l'alliance est planifiée, programmée. Et qui dit planification et programmation dit également préparation. Cet agenda stratégique doit avoir à la fois une composante rigide liée au noyau dur idéologique, mais elle doit aussi être modulable, parce que l'action politique est une action dynamique, car il y a des choses qu'il faut renégocier au fur et à mesure que le temps passe. Il est important également d'instituer au cœur de l'alliance des mécanismes permanents de dialogue et concertation. La collaboration politique ne peut pas être réglée s'il n'y a pas de mécanismes de dialogue et de concertation permanents. Pour maintenir une entente politique, les acteurs et parties en présence sont obligés de discuter. La discussion suppose l'existence des divergences. Au fur et à mesure qu'apparaissent les divergences, un travail de synthèse devient impératif afin que celles-ci ne réduisent le

potentiel de l'alliance. Aussi, les alliés doivent-ils prévoir des dispositifs de médiation et de conciliation, étant donné que des conflits et des différends sont inhérents aux regroupements. Dans les sociétés africaines considérées au plan politique, les conflits ne sont pas nécessairement des conflits de valeur. Nous assistons le plus souvent aux conflits de leadership et de personnes. La grande difficulté à surmonter au moment de la mise en place des alliances dans un tel environnement sociologique se résume à la question suivante : « Qui sera le chef ou leader de notre alliance ? » Cela fait que plusieurs leaders de partis, par le jeu des intrigues, affaiblissent les alliances parce qu'ils considèrent que ce sont eux qui doivent nécessairement être les chefs de tels mécanismes politiques. Dans cette perspective-là, pour que l'alliance fonctionne, il est impératif pour les alliés de mettre en place un collège de régulateurs. La complexité du dispositif appelé alliance commande qu'il n'y ait pas un seul régulateur, une agence monocratique en forme de dictateur. L'alliance suppose qu'il y ait un collège parce qu'elle est composée de manière complexe, et les intérêts et valeurs des différents groupes de l'alliance doivent précisément être représentés par ce collège de régulateurs ou, pour utiliser une expression beaucoup plus compréhensible, un « conseil de sages ». Il est important enfin de dire que les alliances peuvent être rééchelonnées, c'est-à-dire qu'on peut les redéfinir dans le temps. La bonne marche de l'alliance en dépend. Si ces conditions ne sont pas respectées, l'alliance a tendance d'abord à se disperser, puis à éclater. Elle ne peut donc plus s'inscrire dans la durée.

#### **I-4-Les facteurs-clés du succès des coalitions**

Les coalitions, dans les contextes des « démocraties naissantes ou émergentes » comme celle dont le Cameroun se prévaut

sur le plan de l'ordre politique, fonctionnent dans des conditions contraignantes, car, très souvent, la plupart de ces systèmes sont des pseudo-démocraties, des démocraties apparentes et simulées : on joue à la démocratie, mais en fait, les mécanismes concrets et substantiels de la démocratie n'existent pas ou n'existent que très peu. On parle de « démocratie passive » qui devient d'abord formelle, et quand le système parvient à « liquider » même les formes de la démocratie, elle devient purement nominale, c'est-à-dire qu'elle n'existe plus. Les coalitions sont donc des systèmes d'acteurs qui ne peuvent pas travailler s'il n'y a pas de catalogues de transactions. Concrètement, si les acteurs se fixent pour objectif « de faire pression sur le pouvoir pour qu'il leur accorde un code électoral », parce que les parties en présence sont d'accord sur le fait que le code électoral doit être révisé, il est impérieux que ceux qui forment une coalition autour de cette action aient la même définition des règles à modifier dans le code électoral. Ce qui suppose un travail préalable de mise en commun du catalogue de transactions. Ainsi, les coalisés pourraient-ils se poser la question de savoir ce qu'ils vont privilégier comme préoccupation s'ils envisagent par exemple de lutter pour qu'il y ait un bon code électoral. Une coalition fonctionne donc aussi sur la base d'un schéma. Ce qui suppose l'existence d'un contrat de coalition. La coalition fonctionne sur la base d'un travail politique où les groupes, essentiellement les groupes politiques, se retrouvent pour élaborer un contrat qui précise les orientations thématiques qui ne sont nécessairement pas d'ordre politique. Des groupes politiques, des partis politiques, peuvent ainsi entrer en coalition avec des syndicats sur des thématiques comme celles relatives à la question des salaires, et agir en synergie avec ceux-ci. Comme pour les alliances, il se pose ici aussi la question de la reproduction. Dans ce cas, les coalisés actionnent les mêmes mécanismes que ceux des allian-

ces. Aussi est-il important d'avoir un cadre-tactique commun, ce qui ne relève pas de la pratique immédiate. Même quand les groupes doivent engager des actions pour des choses concrètes, un consensus sur la mise en place d'un cadre d'action s'avère nécessaire. Le cadre tactique d'action est d'une importance capitale. Il permet de trouver des réponses à un certain nombre de questions. Entre autres: quel type d'action les coalisés vont-ils mener ? Quand vont-ils les mener ? Comment procéderont-ils ? Quelles sont les opportunités qui leur sont offertes ? Quelles sont leurs contraintes matérielles, logistiques ?

Il est important aussi dans cette logique qu'il y ait les mêmes mécanismes d'arbitrage ou de médiation que ceux sus-mentionnés en ce qui concerne les alliances. Sinon la coalition ne peut pas fonctionner. Aussi fonctionnera-t-elle avec un mécanisme de coordination qui devrait être très flexible, car au sein d'une coalition, le rapport de forces peut évoluer très rapidement.

## **I-5-Les coalitions et les alliances observées au Cameroun**

*Succès, forces et faiblesses.*

Dans l'histoire politique du Cameroun après le retour au pluralisme à vocation démocratique, des tentatives de coalitions ou d'alliances ont été expérimentées. Au début de la transition dite démocratique, la Coordination nationale des partis d'opposition et des associations a prévalu de mars à novembre 1991. Elle éclate en novembre 1991 parce qu'une partie des organisations et particulièrement des partis membres de cette Coordination ont décidé de prendre part à la Conférence Tripartite, succédané de la Conférence nationale souveraine, c'est-à-dire une Conférence nationale sans la souveraineté, donc, un chien



sans ses dents. Cette Coordination nationale fondait ses actions sur un vrai mouvement social : le mouvement social dit de la désobéissance civile (villes mortes, Cameroun mort, pays mort) qui a pris la forme d'une action concrète, d'une activité, d'un mouvement social quasi insurrectionnel. Sept (7) provinces sur dix (10), comme il se disait à l'époque bien avant les circonscriptions administratives régionales instituées en 2009, étaient installées dans la contestation du pouvoir central camerounais revendiquant la Conférence nationale souveraine. À l'évidence, il a existé un pôle mobilisateur ayant rassemblé de nombreux segments sociaux, et ayant mis en place un système de mobilisations critiques pour faire pression sur le pouvoir central camerounais. Mais sa faiblesse était qu'elle était fondée sur un très faible travail idéologique. La fragilité de cette coalition résidait dans l'absence d'un regroupement idéologique très fort.

La deuxième expérience eut lieu une année plus tard : c'est l'avènement de l'Union pour le Changement, à l'occasion de l'élection présidentielle camerounaise du 11 octobre 1992. Un certain nombre de partis, mais aussi d'associations et de personnalités, décident de mettre en place cette initiative pour obtenir l'alternance par les élections. Ils s'appuient en partie sur le potentiel de mobilisation qui était en place en 1991. C'est ce dispositif coalisé qui fait de cette élection présidentielle la plus concurrentielle et la seule élection complètement concurrentielle de toute l'histoire du Cameroun pluraliste institué en décembre 1990, la seule où il y avait effectivement eu une concurrence politique sérieuse. La principale raison qui justifie ce succès est la suivante : le système en place ne maîtrisait pas encore la compétition électorale. Depuis lors, il a appris à bien la maîtriser sur un mode monopolistique.

Un autre regroupement, dans une perspective électorale, est expérimenté en septembre et octobre 2004 avec la mise en place de la Coalition nationale pour la Reconstruction et la Réconciliation. Il s'agit toujours d'une initiative - qui vise à obtenir l'alternance politique par les élections - formée sur la base d'une méthodologie visant à réunifier l'opposition. Mais la faiblesse de ce dispositif est que les partis ont eu une appréciation irréaliste des rapports de forces dans la mise en place d'une telle organisation. Ils n'ont pas compris qu'ils ne peuvent pas mettre en place une coalition de cette manière en éliminant le leader ou les leaders les plus représentatifs ou les plus forts. C'est pourquoi une telle coalition ne pouvait qu'exploser, puisque si on tient compte des rapports de force en présence, c'est le Social Democratic Front et son leader qui étaient en position de force face à celui de l'Union Démocratique du Cameroun (UDC). Envisager une unification sans eux était irréaliste. Ces démarches de coalition se voient également sous un registre néanmoins plus opportuniste encore, dans les manœuvres clientélistes de redéploiement de partis dits de la majorité présidentielle lors des scrutins éponymes d'octobre 1997, 2004 et 2011.

## **I-6-Conclusion**

*Intérêt des politiques d'alliances et de coalitions dans un système démocratique.*

Un système démocratique fonctionne sur la base de la concurrence. Il s'agit moins d'une concurrence anarchique que d'une compétition régulée et structurée ; la concurrence anarchique pouvant être un cadre pour entretenir le monopole en facilitant la nidation effective d'une « démocratie prébendière »<sup>26</sup>. Quatre-

---

26 Richard Joseph, *Democracy and Prebendal Politics in Nigeria*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987.

cents (400) partis politiques peuvent en réalité servir à masquer la domination d'un (1), de deux (2) ou de quelques autres formations politiques. Donc, la politique de concentration par les alliances est un élément pouvant permettre de construire des cartels susceptibles de réguler la concurrence. Il est vrai que les cartels ne vont pas nécessairement dans le sens de la concurrence, mais ils peuvent être indispensables dans des systèmes où le consensus sur les règles du jeu- particulièrement le consensus électoral- est très faible.

Les dynamiques constitutives des coalitions et des alliances sont importantes parce qu'elles représentent les moments idoines pendant lesquels les partis et les autres acteurs du champ politique apprennent à faire des mises en commun, bref à travailler ensemble. Il n'y a pas de maturation de la politique démocratique là où les leaders des organisations politiques ne sont pas capables de travailler ensemble pour rationaliser la politique, notamment à travers une mise en convergence doctrinale et opérationnelle. Dans un tel contexte situationnel, les formations d'opposition apprennent à créer des regroupements mobilisateurs. C'est ici qu'apparaît l'un des problèmes liés à l'environnement de la politique camerounaise où les regroupements mobilisateurs éprouvent d'énormes difficultés à s'inscrire dans le temps. En plus des expériences citées ci-dessus, on peut relever celle du Front des Alliés pour le Changement (FAC) un regroupement mort-né au cours de l'année 1994. L'expérience récente du G7 - un regroupement de sept partis de l'opposition né à la suite de l'élection présidentielle du 09 octobre 2011 - ayant conduit à nouveau à une divergence, est aussi une illustration patente de cette difficulté qu'ont les leaders politiques de l'opposition camerounaise à travailler ensemble.

Le travail visant à constituer les coalitions et les alliances est nécessaire parce qu'il permet de mettre en place des réseaux de consolidation. Il n'y a pas de politique sans réseaux de consolidation<sup>27</sup>. Autrement dit, la politique est la capacité des acteurs à unifier différents segments sociaux pour leur donner une force qui puisse leur permettre de conquérir le pouvoir et ensuite de le gérer. Or, au Cameroun, les formations d'opposition qui ne sont pas capables de s'inscrire dans une telle logique – peut-être parce que le contexte n'est pas toujours favorable – restent prises dans la Nasse du Monopole de fait qui caractérise encore le système institutionnel et gouvernant configuré en démocratie autoritaire<sup>28</sup>.

L'activité politique de structuration des coalitions est essentielle. C'est le moment où s'affirme la production d'une autre vision hégémonique, c'est-à-dire d'une autre manière d'envisager le contrôle politique de la société. Tant que, dans tous les pays d'Afrique postcoloniale, les groupes d'opposition restent dispersés, ils ne peuvent favoriser l'émergence de cette structuration hégémonique, c'est-à-dire cette capacité à devenir des partis de gouvernement. Car, ils sont incapables de mettre en place un cadre leur permettant de faire la synthèse d'un certain nombre de propositions et de réponses aux attentes de la demande politique. En fin de compte, les partis d'opposition doivent apprendre à travailler collectivement, malgré la complexité de la tâche. C'est ce travail collectif qui leur permettra de se situer par rapport à un certain nombre de points focaux, dont notamment la capacité à gérer des conflits, celle d'ap-

---

27 Sur la notion de réseaux de consolidation, voir Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de Sciences –Po, 1992.

28 Sur la notion de « démocratie autoritaire », voir Maurice Kamto, « Quelques réflexions sur la transition vers le pluralisme politique au Cameroun » in Gérard Conac (Ed.), *L'Afrique en transition vers le pluralisme politique*, Paris, Économica, 1993, p.209-236.

prendre à manager des situations leur permettant de créer des nœuds, celle aussi de savoir construire et mobiliser des liens relationnels importants dans l'optique de l'alternance. Ce travail collectif leur permettrait aussi de mettre en place des axes d'action, particulièrement dans le cadre d'une alliance. Si les partis d'opposition devenaient capables de faire ce travail, ils réduiraient les contraintes qui empêchent l'alternance politique par la matérialisation effective de la relève gouvernante à travers l'électoratisme et le polyarchisme politico-institutionnels. Ces formations seront alors à même de développer et de déployer concrètement un potentiel d'organisation et de mobilisation politiques capable de produire des chances d'alternance et de faire concurrence aux jeux d'alliance et de coalition modelés par les calculs gouvernants de reproduction d'une démocratie passive favorable à la persistance d'un « État patrimonialisé » toujours dominant, ceci malgré une démocratisation simulée<sup>29</sup>.

---

29 Jean François Médard, « L'Etat patrimonialisé », *Politique africaine* n°39, 1991, p. 25-36.

## Indication bibliographique

1-Samuel Huntington, *The Third Wave: Democratization in the late Twentieth Century*, Oklahoma, Oklahoma University Press, 1991.

2-Joseph Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris, Payot, 1983.

3-Max Weber, *Le savant et le politique*, Paris, Plon, 1959.

4-Robert Dahl, *Who Governs? Democracy in an American City*, New Haven, Yale University Press, 1961.

5-William Riker, *The Theory of Political Coalitions*, New Haven, Yale University Press, 1962.

6-Carl Schmitt, *Parlementarisme et démocratie*, Paris, Le Seuil, 1988. Mathias Eric Owona Nguini, "La sociogenèse de l'ordre politique camerounais entre autoritarisme et démocratie (1978-1996) : les régimes politiques et économiques de l'État au gré des conjonctures et des configurations socio-historiques", Thèse de doctorat de science politique, Université de Bordeaux IV et Institut d'études politiques de Bordeaux, septembre 1997.

7-Thomas Kuhn, *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Champs-Flammarion, 1972.

8-Richard Joseph, *Democracy and Prebendal Politics, in Nigeria*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987.

9-Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1992.

10-Maurice Kamto, « Quelques réflexions sur la transition vers le pluralisme politique au Cameroun » in Gérard Conac (Ed.), *L'Afrique en transition vers le pluralisme politique*, Paris, Économica, 1993, p.209-236.

11-Jean François Médard, « L'État patrimonialisé », *Politique africaine* n°39, 1991, p.25-36.

## II

# Les alliances et forces progressistes

### *Facteurs du succès*

Gorgui Ciss et Jean-Bosco Talla

Le plus souvent à l'approche des élections, les leaders ou représentants des formations politiques font connaître leurs intentions de travailler ensemble, de mettre en place des plateformes communes, des alliances et coalitions. Selon certains analystes, la formation des alliances et coalitions de partis avant les élections est perçue comme un signal ou une démonstration claire à l'électorat qui indique la capacité d'un ou de plusieurs partis à gouverner le pays au sein d'une coalition stable<sup>30</sup> au cas où les électeurs leur accordaient leurs suffrages. Ces alliances électorales s'avèrent nécessaires dans un environnement caractérisé par le pluralisme concurrentiel. Compte tenu de la nature des régimes politiques dans des pays d'Afrique, des systèmes électoraux à un tour dans certains pays tels que le Cameroun et la République démocratique du Congo (RDC), les forces progressistes et du changement ont intérêt, dans la perspective de l'alternance démocratique à la tête des États, à prendre conscience qu'elles ne sauraient être fortes si elles travaillent

---

30 < <http://aceproject.org/ace-fr/topics/pc/pcc/coalitions-et-alliances-electorales>>



en autarcie. Une main ne peut attacher un fagot, souligne un aphorisme bien connu.

## II-1-Les alliances renforcent les forces progressistes

C'est une lapalissade : dans la plupart des pays africains, les partis politiques d'opposition appartenant à la mouvance progressiste éprouvent d'énormes difficultés à accéder au pouvoir<sup>31</sup>. Dans de nombreux pays, ils ont régulièrement essuyé des débâcles électorales cuisantes à l'issue de scrutins organisés par les pouvoirs en place dans le seul but de se pérenniser et de présenter un visage démocratique. Ceux-ci évoluent certes dans des environnements non démocratiques et assez contraignants où les pouvoirs en place mettent tout en œuvre pour entraver leur fonctionnement et leur expression libre<sup>32</sup>. On comprend

---

31 Lors de la conférence internationale organisée à Yaoundé les 27-29 novembre 2012 par la Friedrich Ebert Stiftung sur le thème « Démocratie et développement social en Amérique latine et en Afrique, quelles leçons pour l'Afrique centrale ? » les représentants des partis se réclamant de la social-démocratie des pays de l'Afrique centrale ont reconnu que cette sous-région compte aujourd'hui huit (8) partis politiques membres de l'Internationale sociale ou en voie de le devenir. Tous ces huit partis sont, malheureusement, des partis d'opposition dans leurs pays respectifs, certains parmi eux étant même dans l'opposition depuis plusieurs décennies. En cinquante ans d'indépendance africaine, seulement deux partis de gauche, issus des rangs socialistes, ont exercé le pouvoir d'État : l'Union Panafricaine pour la Démocratie Sociale (UPADS) au Congo Brazzaville et le *Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain* (MLPC) en Centrafrique. Ces deux partis n'ont jamais pu faire deux mandats entiers, renversés, souvent dès le premier mandat, par des coups d'états inspirés par les forces de la droite libérale qui ont, depuis la période coloniale, instauré un système de gestion des États d'Afrique centrale qui ne favorise pas l'avènement des forces progressistes au pouvoir.

32 Les contraintes auxquelles ils sont soumis sont nombreuses. Entre autres : Attentats, enlèvements et séquestrations, répressions, interdictions des manifestations publiques, autarcie, emprisonnement, tentatives d'empoisonnements, arrestations arbitraires, violations des sièges des partis politiques,

pourquoi la plupart des régimes politiques en Afrique sont considérés par des observateurs comme des dictatures sorties des urnes.

Cependant, ce qui laisse le commun des citoyens dubitatifs, c'est l'attitude des partis politiques d'opposition et leurs leaders face à ces échecs récurrents. À l'observation, on dirait qu'ils sont incapables de tirer les leçons des échecs antérieurs et qu'ils se contentent, le plus souvent, de décrier les pratiques antidémocratiques des régimes en place et de souhaiter le départ des chefs d'État en poste, comme si ce départ constituait la finalité de leur combat politique. Aussi les leaders de ces formations politiques savent-ils qu'il ne suffit pas de vociférer mécaniquement des incantations, de scander les slogans hostiles aux régimes en place et contre leurs chefs, pour que le système change, pour que les peuples suivent les mots d'ordre ou pour qu'il y ait alternance à la tête des États<sup>33</sup>.

Pour des observateurs et analystes avertis, l'une des tares congénitales des oppositions, notamment des partis de la mouvance social-démocratie, des forces progressistes et du changement dans certains pays africains est leurs extrêmes divisions. Égocentristes, incapables de s'entendre, engluées dans les querelles ethniques et de leadership, certains leaders des forces progressistes et du changement font semblant de ne pas appréhender l'impérieuse nécessité de la création d'« un cadre de concertation pouvant leur permettre de régler des questions d'intérêt commun, de concevoir et de promouvoir des projets alternatifs crédibles, des approches politiques novatrices et effi-

---

assassinats, élections truquées, confiscation du calendrier électoral, dépendance des structures en charge de l'organisation des élections, absence de financement, cadre législatif ne permettant pas la formation des coalitions et des alliances.

33 Jean-Bosco Talla, « l'opposition face au défi de l'alternance », *Ibid.*

caces, bref un cadre pour une véritable synergie d'associations et d'actions en vue de l'instauration d'un nouvel ordre politique et de l'alternance politique<sup>34</sup> » dans leur pays. C'est dire si l'absence de cadre de solidarité, de solidarisation et de mise en commun, de partage d'expérience et d'orientation stratégique et tactique leur est préjudiciable. Ce qui peut expliquer, et non justifier, leurs échecs récurrents et les humiliations et musèlement dont ils sont victimes. On comprend pourquoi dans la plupart des pays où il y a eu alternance politique, les forces politiques et du changement ont inversé le rapport de force à travers les concertations, l'implication des citoyens de toutes les couches de la population et surtout la création des coalitions et des alliances entre elles et les différents segments de la société et les acteurs sociaux. L'exemple sénégalais est à ce titre illustratif. Dans ce pays considéré comme l'une des vitrines de la démocratie en Afrique, les partisans du changement avaient réussi à organiser en juin 2008 les Assises nationales, sorte de Grande Palabre<sup>35</sup> qui « fait le bilan des cinquante ans d'indépendance et trace les perspectives de refondation de la nation sur des bases nou-

---

34 Jean-Bosco Talla, *idem*.

35 Au Cameroun, La Grande Palabre, est une plateforme, une initiative citoyenne indépendante de tout lobby, groupe de pression et de tout parti politique, qui a pour objet de promouvoir la culture politique et d'inviter les acteurs sociaux à débattre sur les enjeux de société des responsables politiques, d'organisations de la société civile, des chercheurs, intellectuels et l'ensemble des citoyens. C'est aussi le lieu de construction de la citoyenneté et de promotion des droits humains, de valeurs démocratiques et républicaines. Elle fonde ses actions sur le dialogue entre personnes de bonne compagnie qui adhèrent aux valeurs de tolérance, d'échange, de réflexion et de communication. La Grande Palabre se propose ainsi de démocratiser le savoir pour éloigner le fanatisme et la manipulation des masses et, par conséquent, favoriser des alternatives et des alternances basées sur la compréhension et l'acceptation mutuelles. Elle tient ses sessions tous les derniers jeudis du mois.

velles<sup>36</sup> ». Ces Assises ont consisté en une large consultation de toutes les couches des populations et en des études et enquêtes ouvertes à toutes les parties prenantes conduites par des groupes d'experts. Pour y parvenir, souligne Amadou Mahtar Mbow préfacier de l'ouvrage issu desdites Assises, « deux principes majeurs ont guidé les travaux des Assises pendant toute leur durée : celui de la participation citoyenne, son caractère inclusif ayant été constamment confirmé, d'où l'ouverture à tous, et celui de la prise des décisions par consensus après des débats ouverts et l'accord de tous les participants. C'est ainsi qu'a été adoptée sur la base des résultats des Assises, la Charte de Gouvernance démocratique<sup>37</sup> ».

En novembre 2012 à la Fondation Friedrich Ebert à Yaoundé lors de la rencontre internationale de Yaoundé sur Démocratie et développement social en Amérique latine et en Afrique, le Pr Gorgui Ciss, membre du bureau politique du parti socialiste, directeur de l'école du parti, a fait l'économie de cette démarche. Une démarche qui peut inspirer les autres forces progressistes et de changement en Afrique et notamment en Afrique centrale.

---

36 Amadou Mahtar Mbow (Sous la direction de), Assises nationales, Sénégal, An 50. Bilan et perspectives de refondation, Paris, L'Harmattan, 2012, p.9.

37 Amadou Mahtar Mbow, *ibid.*, p. 10. Il est à noter que les tenants du pouvoir d'alors, les partisans d'Abdoulaye Wade, n'avaient pas jugé nécessaire de prendre part à ces Assises.

## II-2-Les Alliances politiques et la victoire de l'opposition à l'élection présidentielle et aux législatives de 2012 au Sénégal

La coalition *Benno Bokk Yaakaar* ( unis par un espoir commun ) en langue Wolof, qui a permis à l'opposition sénégalaise de battre démocratiquement Maître Abdoulaye Wade lors de l'élection présidentielle de 2012, n'a été mise en place qu'après le premier tour dont les résultats ont obligé le Président Abdoulaye Wade (34,81%), à affronter son ancien Premier ministre Macky Sall (26,58%). En effet, ce sont les douze candidats malheureux du premier tour, tous les autres partis de l'opposition, les organisations de la société civile et des personnalités indépendantes qui ont alors pris la décision de se retrouver dans une vaste coalition dénommée *Benno Bokk Yaakaar* pour réaliser une nouvelle alternance démocratique au Sénégal.

La jonction de toutes ces forces autour du candidat Macky Sall a été facilitée par l'existence de la coalition *Bennoo Siggil Sénégal* (unis pour redresser le Sénégal) dont sont issus les trois candidats de l'opposition les mieux placés au premier tour, y compris Macky Sall. Et c'est pour mettre à l'aise tous ceux qui voulaient soutenir le candidat de l'opposition que *Bokk Yaakaar* a été créée pour battre Wade au deuxième tour. Mais c'est sans aucun doute *Bennoo Siggil Sénégal* qui a joué un rôle décisif pour barrer la route à Wade.

### II-2-1. Le contexte de la mise en place de *Bennoo Siggil Sénégal*

La mise en place de *Bennoo Siggil Sénégal* est intervenue dans un contexte national où la tradition démocratique est marquée

par le pluralisme politique et syndical, l'organisation régulière d'élections et la décentralisation.

Même limité à l'époque à quatre courants (conservateur, centriste, socio- démocrate et communiste), le multipartisme date des années 70 avec le président Senghor. C'est avec Abdou Diouf que le multipartisme intégral est instauré à partir de 1981. De nos jours, le Sénégal compte plus de 160 partis politiques et une quarantaine de centrales syndicales.

Malgré l'omniprésence du parti socialiste (PS), Parti-État, le Sénégal organise des élections locale, législative et présidentielle depuis l'instauration du multipartisme limité à quatre partis. La maturité de la démocratie sénégalaise a été saluée par tous les démocrates avec l'alternance survenue en 2000 après cinquante ans de régime socialiste. Ainsi, Abdoulaye Wade, après plusieurs tentatives, venait de prendre démocratiquement le pouvoir pour un mandat de sept ans.

Un autre pilier de la démocratie sénégalaise reste la décentralisation qui consacre la libre administration des collectivités locales par des assemblées élues au suffrage universel et auxquelles la loi confère la compétence de la prise en charge de tous les problèmes de développement économique et social au niveau local. Depuis 1872, les quatre Communes que sont Gorée, Saint-Louis, Rufisque et Dakar élisent démocratiquement leurs conseillers municipaux et leurs maires. Actuellement, le Sénégal compte trois ordres de Collectivités locales que sont la Région, la Commune et la Communauté rurale.

La mise en place de *Bennoo Siggil Sénégal* avait coïncidé également avec la réélection d'Abdoulaye Wade pour un deuxième mandat en février 2007. Cette réélection qui avait été contestée par toute l'opposition avait d'ailleurs entraîné le boycott des

élections législatives de mars 2007 par l'opposition significative. Cette contestation du pouvoir de Wade qui ne s'est pas arrêtée avec son départ a beaucoup facilité les retrouvailles de l'opposition autour d'un cadre d'action. C'est ce qui a donné naissance à *And Siiggil Senegaal* (ensemble pour sauver le Sénégal), ancêtre de *Bennoo Siggil Sénégal*<sup>38</sup>.

## II-2-2. Les contraintes objectives à la mise en place de *Bennoo*

Malgré la volonté de leurs leaders, maintes fois réaffirmée, d'avoir un cadre d'actions politiques, d'élaborer une stratégie électorale commune et d'aller ensemble aux élections sous la bannière de *Bennoo Siggil Sénégal*, les partis de l'opposition se sont souvent heurtés à des difficultés de tous ordres. La principale contrainte pour la bonne marche de *Bennoo* était de vouloir réunir dans un cadre pluriel plus de trente partis dont les 2/3 n'avaient jamais participé à une quelconque élection et de choisir comme mode de prise de décision le consensus. Vouloir mettre ensemble des partis qui ont une histoire, des itinéraires, des références idéologiques et une représentativité différents ne peut pas être une tâche aisée.

Elle était d'autant plus ardue que le Parti Socialiste, considéré comme le parti le mieux implanté à travers le territoire national et le plus ancien, devait partager ce cadre avec tous les partis qui avaient soutenu Abdoulaye Wade en 2000 pour l'envoyer dans l'opposition. Face au choc des ambitions et à la volonté farouche du pouvoir de mettre tout en œuvre pour casser *Bennoo Siggil Sénégal*, il a fallu un véritable sursaut patriotique, combiné avec

---

38 Déjà en 2002, le parti socialiste et l'Alliance des Forces de Progrès (AFP) de Moustapha Niassa, 1er premier ministre de Wade avaient créé le Cadre permanent de Concertation de l'opposition (CPC).

des facteurs conjoncturels favorables pour asseoir cette alliance qui est à la base de la défaite de Wade en 2012.

### II-2-3. Les facteurs favorables

En plus de la ferme détermination de tous les membres de l'opposition de se débarrasser de Wade, de nombreux facteurs favorables ont contribué à le vaincre. Ce sont entre autres :

- le boycott réussi des législatives de 2007 par l'opposition qui a eu comme conséquence majeure son absence du débat politique et la dé-crédibilisation du régime de Abdoulaye Wade. Ne pouvant s'exprimer ni à l'Assemblée nationale ni au Sénat et pour éviter sa disparition de la scène politique nationale, l'opposition était obligée de trouver un cadre d'expression.
- le parti socialiste qui était le parti qui a été battu par Wade en 2000 avait une revanche à prendre sur le parti démocratique sénégalais (PDS) et son régime. Convaincu qu'aucun parti ne peut plus seul gagner les élections au Sénégal, il s'est engagé à tout mettre en œuvre pour réaliser une alliance avec ses adversaires de 2000.
- l'éclatement du PDS qui s'est traduit par l'arrivée dans les rangs de l'opposition de trois anciens premiers ministres, du secrétaire général de la présidence de la République et de l'ancien ministre des Affaires étrangères de Wade (pendant dix ans), a permis l'élargissement de la coalition.
- les Assises nationales initiées par *Bennoo Siggil Sénégal* en juin 2008 ont permis aux partis politiques, à la société civile, aux syndicats et à la diaspora de réfléchir sur un projet de société à proposer à tous ceux



qui aspirent à diriger le Sénégal. Les conclusions des Assises, et la Charte de la Gouvernance démocratique ont défini le régime politique à bâtir, les institutions qui doivent les porter et le programme politique à appliquer.

- les résultats des élections locales du 22 mars 2009 ont permis à *Bennoo Siggil Sénégal* de contrôler toutes les grandes villes du pays, dont Dakar, Saint-Louis, Diourbel, Rufisque, Mbour, Kaolack, Fatick et Louga. Ils ont fini par convaincre les leaders politiques qu'unis, ils pouvaient battre Wade en 2012.
- la forte mobilisation de la société civile dans sa diversité - qui demande à être un acteur avec de nouveaux rôles aux côtés des politiques - a été un facteur déterminant dans la mise en place de la coalition pour faire face à Wade.
- La contestation de la candidature de Wade pour un 3ème mandat a été un catalyseur dans le rapprochement des tous ceux qui s'opposent à lui et à sa politique. En effet, tous les juristes sénégalais, spécialistes du droit constitutionnel (y compris les rédacteurs de la constitution de 2001) étaient unanimes pour dire que la constitution initiée par le président de la République, lui-même, un an après son élection, limitait le nombre de mandats à deux et qu'il ne pouvait pas briguer un autre mandat. Finalement, après beaucoup de controverses, sa candidature a été validée par le Conseil constitutionnel.
- Enfin, le projet de loi sur l'élection du président de la République et son vice, sous forme d'un ticket avec seulement 25% des voix au premier tour, a été la goutte qui a fait déborder le vase. La contestation

massive et la violence sanglante qui s'en est suivie le jour du vote (le 23 juin 2011) devant les grilles de l'Assemblée nationale ont contraint le gouvernement à retirer ce projet. Ces événements ont donné naissance au Mouvement du 23 juin (M23)<sup>39</sup> qui a eu à coordonner toutes les manifestations de l'opposition jusqu'à l'ouverture de la campagne électorale au mois de février 2012.

#### II-2-4. La stratégie électorale et le choc des ambitions

À deux mois du premier tour de l'élection présidentielle du 26 février 2012, les leaders de *Bennoo Siggil Sénégal* croyaient toujours qu'ils pouvaient avoir un candidat unique de l'opposition. Mais, les rivalités partisans (particulièrement entre le PS et l'AFP) ont fini par faire émerger plusieurs candidatures se réclamant toutes de *Bennoo Siggil Sénégal*. Pourtant, ils avaient pressenti la menace. Les départs de certains leaders (dont Macky Sall) face à l'équation de la candidature unique constituaient des signes avant-coureurs.

En plus des accords politiques sur des orientations programmatiques communes, de gouvernement, ils avaient théorisé toute une démarche, une stratégie électorale sur une transition, la candidature, le pacte d'alliance et les élections législatives. Cette stratégie se décline en plusieurs points :

- un nouvel ordonnancement institutionnel : il passe par un rééquilibrage des pouvoirs au sein de l'exécutif avec un président de la République non partisan, aux pouvoirs réduits qui répond de ses actes en cas de

---

<sup>39</sup> Notons que le coordonnateur du M23 est un défenseur des droits de l'homme et non un chef de parti politique.

faute grave et un gouvernement aux pouvoirs et à la légitimité renforcés.

- un renforcement de la légitimité et des pouvoirs du Parlement qui devient le centre d'impulsion de la vie politique.
- une réorganisation du pouvoir judiciaire et un renforcement de son indépendance.
- la problématique de la transition : face au désordre politique, institutionnel, économique et social, une période de transition était nécessaire pour opérer les ruptures et les réformes afin de remettre le pays sur ses pieds. L'option pour la transition découlait également d'un choix tactique. Le caractère limité de la durée du mandat (2 à 3 ans), l'interdiction d'une deuxième candidature après la transition, et les tâches tout aussi limitées qui lui sont dévolues, pourraient décourager beaucoup de prétendants à se présenter à la candidature unique. L'équipe de la transition devrait être composée d'un Président de transition, gardien des accords et engagements politiques pour la bonne conduite des réformes, un gouvernement et un premier ministre de transition pour s'attaquer aux urgences. Dans la mesure où le Président de transition est élu pour sept ans, le candidat devait s'engager par une « déclaration publique d'engagement » à respecter la période de transition.

## II-2-5. La problématique de la candidature unique

Elle se justifie par le fait que le Président Wade mettait tout en œuvre pour passer au premier tour. Pour le battre au premier tour, il fallait donc faire l'unité de toute l'opposition autour d'un candidat unique. Pour aboutir à cette candidature, *Bennoo*

avait mis en place une commission ad hoc chargée de procéder à des consultations. Y ont été associés les acteurs des Assises nationales. Le profil du candidat était défini et des critères de sélection dégagés<sup>40</sup>.

Le pacte d'alliance a également été élaboré : c'est un instrument de gestion de l'alliance. Il sert à consigner les différents termes des accords politiques entre les différents membres de *Bennoo*. Il devait permettre de sécuriser, au plan psychologique et politique, les alliés pour renforcer moralement l'alliance en la crédibilisant davantage au sein des populations. Ce pacte, complété par un code de conduite, devait être signé par toutes les composantes de ce regroupement au cours d'une séance solennelle.

Comme on peut le constater, les leaders de *Bennoo* croyaient qu'il y'aurait moins de convoitise à partir du moment où la nature du régime à mettre en place était définie, le programme de gouvernement validé et les compétences de chaque entité de l'équipe de la transition clairement fixés. Mais, au final, ce sont plusieurs coalitions issues de *Bennoo* qui ont présenté des candidats. Et au deuxième tour de la présidentielle, c'est Macky Sall arrivé 2e qui a bénéficié du soutien de tous les autres candidats pour battre Wade avec 65,80%.

Pour la composition du Gouvernement après la victoire, le président Macky Sall a récompensé ses alliés au prorata de leur score au premier tour de l'élection. Lors des élections législatives du 1<sup>er</sup> juillet 2012, c'est la même règle qui a été appliquée pour la répartition des postes de député.

---

40 Les membres de *Bennoo* n'avaient pas exclu l'éventualité de choisir un candidat hors des partis politiques.

Cet exemple illustre à suffisance que le déficit de stratégies d'action commune et concertée entrave les synergies d'action et d'association dans la dynamique du changement. D'où l'impératif des alliances et des coalitions à établir ou à créer entre les forces progressistes, du changement et les différents segments de la société et des acteurs sociaux dans des régimes politiques verrouillés, caractérisés par des gouvernements perpétuels personnalisés<sup>41</sup>.

Cette approche est d'autant plus indispensable que la notion d'alliance est inséparable de la dimension des organisations politiques. Maurice Duverger souligne d'ailleurs que « dans tous les régimes où existent des alliances, la dimension des partis dépend d'elles, matériellement ou politiquement : matériellement les coalitions électorales jouent un rôle essentiel dans le nombre de sièges obtenus par les partis ; politiquement, les alliances parlementaires et gouvernementales accroissent ou diminuent la force numérique des partis<sup>42</sup>».

---

41 Mathias Eric Owona Nguini, "Le gouvernement en Afrique centrale : le temps politique présidentieliste entre autoritarisme et parlementarisme dans la Cemac", in *Enjeux géopolitique en Afrique centrale*, Paris, L'Harmattan, 2009, pp. 255-260.

42 Maurice Duverger, *Les partis politiques*, Paris, Armand Collins, 1976, p. 383. Cet auteur précise en outre que parmi les trois paramètres – les adhérents, les électeurs, les sièges parlementaires – seuls les deux derniers – les électeurs et les sièges parlementaires – sont utilisables pour mesurer les dimensions des partis ou organisations politiques, l'un mesurant la force.

Durant la législature 1992-1997 au Cameroun, l'Assemblée nationale du Cameroun était constituée de : Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc, 88 députés) ; l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (Undp, 68 députés), Union des Populations du Cameroun (Upc tendance Kodock, 18 députés), Mouvement pour la défense de la République (MDR, 6 députés). L'Alliance entre le Rdpc et le MDR (et dans une certaine mesure l'Upc) avait permis au parti au pouvoir d'avoir la majorité absolue. Cet exemple montre qu'avec ses 68 députés à l'Assemblée nationale, l'Undp avait moins d'influence que le MDR qui n'avait que 6 députés. Autrement dit, s'il faut parler comme Maurice Duverger la dimension réelle de l'Undp était plus faible que sa dimension apparente, tandis que la dimension réelle du MDR était plus forte.

# III

## Plusieurs facteurs permettent de réussir et de consolider les alliances

Jean-Bosco Talla

Les relations entre formations politiques prennent des formes et des degrés divers. Certains partis politiques peuvent se réunir temporairement ou occasionnellement soit pour lutter contre un ennemi commun, soit pour atteindre un objectif fixé de commun accord, soit enfin pour bénéficier d'avantages électoraux. Dans ce cas, on a affaire à une coalition. D'autres qui vont au-delà des coalitions, intègrent la durée dans leur engagement et démarche, ainsi qu'une synthèse idéologique, un corpus de normes et de valeur, agissent sur le système et sa configuration, dessinent les clivages, etc. Auquel cas, on parle d'alliance. La préexistence des groupes est une condition sine qua non à la constitution des coalitions et alliances. Afin d'accroître leur visibilité et leur crédibilité, elles peuvent intégrer dans leurs rangs des personnalités ayant une notoriété établie.

Les coalitions et les alliances sont des formes émergentes de participation collective et peuvent servir de stratégie de survie

organisationnelle<sup>43</sup>. La formation des alliances doit être fondée sur le dialogue ou la discussion entre les parties en présence et tenir compte d'un certain nombre de facteurs. Parmi ces facteurs on peut citer : la croyance en la valeur de l'action collective par opposition à l'action individuelle ; le nombre de formations politiques, d'organisations ou d'acteurs en présence ; les circonstances historiques et l'influence des systèmes électoraux qui impactent considérablement sur la formation coalitions et des alliances pendant la période préélectorale.

Lorsque le scrutin est à un tour, les partis coalisés doivent éviter la dispersion des candidatures, donc des votes.

Dans le cas d'une élection à deux tours les partis coalisés peuvent obliger les candidats du parti au pouvoir à aller au second tour.

[...] Il n'y a pas de formule passe-partout pour ce qui est de la création des alliances et des coalitions. Mais il est indispensable d'adopter une démarche participative permettant à tous les alliés d'être au même niveau d'information. Cette démarche peut aboutir à l'adoption du consensus comme mode de prise de décisions.

Des précautions doivent également être prises pour éviter des clahs de dernière minute. Ce sont entre autres : la fixation des règles du jeu dès le départ, en tenant compte du type d'élection.

En plus des conditions ci-dessus énumérées, plusieurs autres facteurs conditionnent le succès des alliances. Entre autres : le modèle politique, la structure d'alliance ; l'existence d'un pro-

---

43 Raymond Hudon, Christian Poirier et Stéphanie Yates, *op. cit.*, pp. 169 et 175.



gramme structuré, d'accords-cadres, d'une plateforme, d'un agenda stratégique commun lié au noyau dur et modulable selon les nécessités, de mécanismes de dialogue permanent, de médiation ainsi qu'un collège de régulateurs, pour reprendre les propos de Mathias Eric Owona Nguini.

À ces facteurs s'ajoutent les qualités requises aux personnes chargées de négocier la mise en place des plateformes. Celles-ci, y compris les forces progressistes qui s'engagent dans la recherche d'une entente, d'une union, d'un pacte ou d'une alliance, doivent:

- être des fins négociateurs ;
- être flexibles et capables de trouver un compromis ou un consensus lorsque les négociations butent à des difficultés insurmontables, le consensus, dans une négociation, étant une méthode plaisante et parfois préférée dans la recherche d'une solution à un problème. Il est clair que cette méthode consomme beaucoup de temps quand les différentes parties n'arrivent pas à se mettre d'accord.

Si les forces progressistes veulent trouver des voies permettant aux formations de gauche en général, ou de celles qui se disent sociales-démocrates d'accéder au pouvoir, elles devraient être conscientes des contraintes relatives aux positionnements stratégiques de certains acteurs sur les effets contraignants de la dotation en ressources naturelles des pays de la sous-région au moment de la mise en place des mouvements sociaux.

Les formations politiques devraient également intégrer des éléments de la catalyse politique dont il faudrait préparer en déterminant les conditions permettant d'aboutir à une catalyse unificatrice de certains acteurs.

Parmi ces éléments, on peut citer la catalyse structurelle. Autrement dit, pour commencer à mettre en place de nouveaux couloirs et emmagasiner de l'énergie politique, les formations politiques doivent travailler de manière à intégrer et accueillir certaines demandes sociales. Même si la tâche semble difficile, car, les partis politiques ont comme adversaires des régimes répressifs, devenus de plus en plus subtils compte tenu du contexte international. Pour cela, tout en évitant de braquer les groupes sociaux, les formations politiques doivent créer des liens sociaux avec ceux-ci sur la base des problèmes qu'ils veulent résoudre, sans nécessairement les entraîner dans une démarche politique. Cela suppose que les formations politiques sont capables de leur montrer que l'on peut faire la politique autrement.

L'autre élément est la catalyse stratégique. Dans un environnement répressif, les partis politiques doivent jouer sur tous les terrains, en commençant par le terrain institutionnel. Malgré les contraintes et les verrous, il est nécessaire d'avoir des antennes sur le terrain institutionnel, tout comme il est nécessaire de fonctionner à sa périphérie, car le verrouillage de ce terrain devrait faire en sorte que ce soit à partir de sa périphérie que l'on crée des liens entre des groupes sociaux et que l'on commence à les préparer aux conditions d'un changement. Surtout que les systèmes répressifs auxquels les formations politiques progressistes font face suscitent la peur, principalement la peur de la mort. Et tant que la peur de la mort continue de hanter les esprits, il n'y aura pas de liberté. D'où l'impératif du travail de désaliénation des consciences de manière à amener les citoyens à comprendre qu'il n'y aura pas de changement, quelles que soient les voies, tant que les différents segments de la société ne s'impliqueront pas.

L'autre contrainte importante, caractéristique de l'Afrique centrale, est celle de l'unification politique de l'hétérogénéité culturelle. Il est ici question de trouver les voies et moyens, ou les grilles permettant de mobiliser des personnes diverses et hétérogènes, qui n'assument pas les mêmes implications politiques. Autant cette unification constitue une grande difficulté, autant elle constitue un atout majeur que les systèmes en place utilisent pour se maintenir et diviser pour mieux régner en procédant à la manipulation des identités ethniques et tribales qu'ils opposent les uns contre les autres.

**Source : Rapport général de la rencontre internationale, Friedrich Ebert Stiftung, Yaoundé 26-28 novembre 2012.**

On peut retenir que bâtir des alliances est un impératif pour les organisations et formations qui ont compris l'importance stratégique des regroupements dans des contextes politiques verrouillés où l'Etat est privatisé et est devenu le patrimoine de quelques dirigeants. S'il est vrai que la constitution des alliances peut inverser le rapport de force ou le rééquilibrer, il n'en demeure pas moins vrai que des alliances ne sont pas des camisoles de force que l'on passe aux acteurs, formations politiques et/ou forces politiques, acteurs sociaux. Il n'empêche que c'est l'union qui fait la force.

## Indication bibliographique

1-Maurice Duverger, *Les partis politiques*, Paris, Armand Collins, 1976, 384p.

2-Amadou Mahtar Mbow (sous la direction de), *Assises nationales, Sénégal, An 50. Bilan et perspectives de refondation*, Paris, L'Harmattan, 2012, 395 p.

3-Jean-Lucien Ewangué (sous la direction de), *Enjeux géopolitiques en Afrique centrale*, Paris, L'Harmattan, 2009, 426p.

4-Rapport du séminaire international sur la « Démocratie et développement social en Amérique latine et en Afrique, quelles leçons pour l'Afrique centrale ? », FES, Yaoundé les 27-29 novembre 2012, inédit.

# IV

## **Crise du néolibéralisme et virage à gauche en Amérique latine**

Pablo Stefanoni

L'arrivée d'Hugo Chávez au pouvoir en 1998 a initié en Amérique latine ce que de nombreux observateurs ont désigné comme un virage à gauche et le début d'un cycle post-néolibéral dans une bonne partie de la région. Cette étape, commencée au Venezuela, s'est poursuivie avec la victoire de Lula Da Silva au Brésil en 2002 ; celle de Nestor Kirchner en Argentine en 2003, celle de Tabaré Vázquez en Uruguay en 2004, celle d'Evo Morales en Bolivie fin 2005, et ; celle de Rafael Correa en Équateur en 2006 et, enfin, de Fernando Lugo au Paraguay en 2008. Les traits communs de toutes ces expériences sont le rejet des politiques néolibérales imposées dans les années 80 et 90, lesquelles, malgré une phase initiale de croissance et de stabilité macroéconomique, ont entraîné dans tous les pays l'affaiblissement de l'État, une forte désindustrialisation, l'exclusion sociale d'une partie non négligeable de la population et une vague de corruption liée à la privatisation des entreprises publiques. Dans la plupart des cas, cette politique néolibérale – célébrée par des organismes in-

ternationaux tels que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international – a débouché sur de graves crises économiques, politiques et sociales.

L'une des crises les plus graves a certainement été celle qui a frappé l'Argentine en 2001. En décembre de cette année-là, plusieurs milliers de personnes sont descendues dans la rue contre le gel des dépôts bancaires effectué par le président Fernando de la Rúa. Le gouvernement argentin avait instauré en 1991 une politique de convertibilité fixe entre le dollar et la monnaie locale (1 dollar-1 peso). S'il est vrai que cette stratégie avait permis de combattre l'hyperinflation à la fin des années 80, ainsi que de garantir une certaine croissance et la stabilité des prix, elle avait simultanément engagé le pays sur la voie qui, dix ans plus tard, devait déboucher sur de graves problèmes financiers liés à la surévaluation de la monnaie argentine, provoquant l'une des crises sociales et politiques les plus graves des dernières décennies. Le président De la Rúa dut démissionner et, en dix jours, cinq présidents se succédèrent à la tête de l'État sous la pression des protestations massives des classes moyennes et des chômeurs qui, chaque jour, occupaient les rues, insultaient les banquiers et demandaient « que se vayan todos » (qu'ils s'en aillent tous). Des usines en faillite étaient récupérées et autogérées par les travailleurs, tandis que des assemblées citoyennes s'organisaient dans les différents quartiers de Buenos Aires. Cette situation ouvrit la voie à l'arrivée à la présidence de Nestor Kirchner en 2003 et, quelques années plus tard, de son épouse, la sénatrice Cristina Fernandez.

Mais toutes ces luttes populaires n'ont pas été un coup de tonnerre dans un ciel serein. En Équateur, un soulèvement indigène, avec le soutien d'officiers nationalistes et des mouvements sociaux urbains, provoqua la démission du président Jamil

Mahuad en janvier 2000. Mahuad était l'architecte du plan qui remplaça la monnaie nationale (le sucre) par le dollar américain, entraînant un affaiblissement notable de la souveraineté de ce petit pays sud-américain. Même si le coup d'État militaire-populaire finit par échouer, le vice-président héritant du pouvoir et rétablissant la continuité des politiques de Mahuad, la classe politique allait devoir désormais compter avec l'activisme politique des populations autochtones, quechuas (la majorité) et autres, qui depuis une décennie s'étaient rassemblées au sein la Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur (CONAIE). Trois ans après, le colonel Lucio Gutiérrez, qui avait participé au soulèvement de l'an 2000, était élu Président avec l'appui du mouvement indigène et sur la base d'un discours anti-américain et antilibéral. Plusieurs ministères étaient occupés par des dirigeants indigènes. Mais ce « printemps populaire » fut de courte durée. Gutiérrez mit bientôt de côté son programme réformiste et appliqua des politiques libérales en gouvernant de manière autocratique. Tandis qu'il se rapprochait des États-Unis, les classes moyennes lui étaient de plus en plus hostiles, en raison de son attitude autoritaire. Les protestations se réactivèrent et un mouvement à composition fortement juvénile reprit à leur compte le nom de *forajidos* (hors-la-loi), par le biais duquel le Président entendait les dénigrer. C'est ce mouvement qui finit par renverser Gutiérrez en 2005. Sur une période de dix ans, sept présidents s'étaient succédé en Équateur sans être capables de mettre fin à l'instabilité politique et aux mouvements de protestations dans les rues du pays. Cette nouvelle vague de mécontentement facilita l'accès au pouvoir de Rafael Correa, un économiste hétérodoxe qui avait étudié en Belgique et aux États Unis et réussi à organiser un petit parti appelé *Alianza País* (Alliance Pays). Pour démontrer son opposition à la « vieille par-

tidocratie<sup>44</sup> », il refusa de présenter de candidats au Parlement. Après sa victoire, il convoqua une Assemblée constituante afin de refonder totalement les institutions en vigueur.

Les mouvements indigènes et paysans ont joué un rôle encore plus important en Bolivie, qui a connu depuis l'an 2000 une succession de luttes populaires de grande ampleur. En avril 2000, la population de Cochabamba, au centre du pays, est sortie massivement dans la rue pour s'opposer à la privatisation de l'eau et aux augmentations de prix décrétés par la multinationale Bechtel. Les habitants des quartiers populaires et les paysans des alentours ont alors déclenché une véritable insurrection. Ce soulèvement populaire, connu sous le nom de « Guerre de l'eau », a finalement obligé le gouvernement à annuler le contrat avec Bechtel. Un des dirigeants paysans ayant pris part à ce mouvement était Evo Morales – également député depuis 1997 –, ce qui lui a permis de constituer une véritable alliance stratégique entre population urbaine et rurale. En 2002, Morales obtint un excellent score à l'élection présidentielle, arrivant deuxième avec 22 % des voix, à une courte distance de l'ancien président Gonzalo Sánchez de Lozada. Aucun candidat n'ayant atteint plus

---

44 Selon Jean-Luc Mélenchon, « une nouvelle dictature s'était instaurée durablement [en Equateur], celle des intérêts financiers internationaux représentés par le FMI et la Banque Mondiale. Vers la fin des années 90 le peuple en avait pris largement conscience. À cela s'ajouta le mépris des États-Unis qui ne se cachaient même plus derrière ces organismes internationaux pour imposer leurs intérêts néocoloniaux (un des meilleurs exemples de ceci étant la base militaire étasunienne installée dans le port de Manta en 1999). L'ensemble de la classe politique équatorienne, n'osant pas s'opposer ni au FMI ni à la Banque Mondiale, tournait le dos à l'idée de représenter les intérêts du peuple et s'était abandonné à la construction d'une corruption institutionnalisée en lien avec les banques nationales et internationales. Le peuple donna à cette mascarade démocratique, où les partis se succédaient mais la politique restait toujours la même, le nom de « partidocratie », in Kit militant. Élections équatoriennes. La Révolution Citoyenne est en marche ! Source : <<http://www.jean-luc-melenchon.fr/brochures/kit-equateur.pdf>>



de 50 %, c'est le Parlement qui trancha et porta le candidat de la droite à la Présidence. Mais, le mandat de Sánchez de Lozada ne devait durer que très peu de temps. En 2003, les revendications concernant la nationalisation du gaz déclenchèrent une nouvelle « guerre » populaire, la « guerre du gaz ».<sup>45</sup> La répression gouvernementale radicalisa les manifestants. Dans la ville d'El Alto, voisine de La Paz, ils construisirent de barricades et affrontèrent des unités militaires munies d'armes de guerre. Au terme d'affrontements qui firent plus de 80 morts et plusieurs dizaines de blessés, le Président s'enfuit, cédant à la fureur populaire qui provoquait de fortes inquiétudes dans les milieux aisés.

Dans le cas bolivien, outre les paysans et les indigènes en général, il existe un acteur social tout à fait singulier : les cultivateurs de coca, qui sont pour la plupart des migrants venus d'autres régions du pays.<sup>46</sup>

Les vents du changement ont finalement aussi atteint le Paraguay, pays le plus isolé de l'Amérique du Sud. Après 60 ans de domination ininterrompue du Partido Colorado – dont 35 ans de dictature du général Alfredo Stroessner –, l'année 2008 vit accéder au pouvoir Fernando Lugo<sup>47</sup>. La droite a toutefois continué à contrôler le Parlement et, en 2012, une coalition de partis conservateurs liés aux grands intérêts économiques a fi-

45 Il faudrait rappeler que la Bolivie possède la deuxième réserve de gaz d'Amérique du Sud et que cette ressource est la plus importante de ses exportations avec les minéraux et le soja.

46 Evo Morales a lui-même émigré des hauts plateaux andins vers la région subtropicale du Chapare, où se cultive la feuille de coca. C'est là qu'il développé une activité syndicale qui l'a amené à la tête de la centrale paysanne, puis à l'obtention d'un siège au Parlement en 1997. Avec un pied dans les institutions et un autre dans la rue, il a pu construire un leadership qui lui a permis de gagner les élections de 2005 et d'entrer au Palais présidentiel, devenant ainsi le premier chef d'État indigène de la Bolivie.

47 Un ancien évêque proche de la théologie de la libération et lié aux luttes des paysans paraguayens.

nalement réussi à destituer Lugo par le biais d'une manœuvre d'impeachment qui constitue un véritable coup d'État parlementaire. Même si Lugo n'a pas pu faire de grandes réformes (notamment, il n'a pas pu promouvoir une réforme agraire), c'était la première fois que la gauche occupait des postes importants dans un gouvernement paraguayen, ce qui n'était évidemment pas sans inquiéter les élites d'un pays traditionnellement anti-communiste et très lié au régime taïwanais. Il y a un grand monument dédié à Tchang Kai-chek à Asunción et le général Stroessner avait l'habitude de dire que le Paraguay et Taïwan étaient les pays les plus anti-communistes du monde.

Les exemples ci-dessus cités établissent un lien entre la crise du néolibéralisme et l'arrivée de la gauche au pouvoir. Mais il ne faudrait pas oublier les cas où la gauche a conquis le pouvoir grâce à une accumulation progressive de voix dans des contextes plus institutionnalisés, comme le démontrent les exemples ci-dessous.

#### **IV-1. Une, deux, trois...plusieurs gauches**

Dans le cas du Venezuela, la construction d'une alternative antilibérale a été centrée sur la figure d'Hugo Chávez qui a rassemblé dans le mouvement bolivarien, à fort caractère plébéien, différents secteurs urbains et des militaires nationalistes.<sup>48</sup> Chavez a réussi à forger une véritable identité populaire autour de sa personne et s'est efforcé de l'institutionnaliser à travers le

---

48 Chávez possède un charisme exceptionnel qui crée un fort lien émotionnel entre le leader et le peuple. Cela est particulièrement visible dans son programme télévisé du dimanche, « Allô Président », qui dure parfois jusqu'à cinq ou six heures et pendant lequel le chef d'État vénézuélien chante en direct, converse avec des gens du peuple, sermonne ses ministres ou ordonne des expropriations.

Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV), qui compte plusieurs millions d'adhérents.

L'équateur est lui aussi un cas intéressant. Correa a réussi à rassembler les classes moyennes et les secteurs populaires en se présentant comme étranger au jeu politique traditionnel. Il a également fait appel à des jeunes très qualifiés, souvent formés à l'extérieur, avec qui il tente de construire un « gouvernement citoyen » méritocratique et néo-développementaliste.

L'Uruguay, quant à lui, a connu une expérience intéressante d'unité de la gauche qui a débouché dans les années 1970 sur la constitution du Frente Amplio (Front élargi), rassemblant une série d'organisations qui vont de la gauche communiste aux sociaux-démocrates en passant par les anciens guérilleros du mouvement Tupamaro. Dans ces deux pays, la gauche a vu croître progressivement son influence, en particulier sur la base de l'administration d'une série de municipalités importantes, faisant ainsi la démonstration d'une gestion politique plus démocratique, dont un des éléments était l'instauration du budget participatif.

Avec Evo Morales en Bolivie, on assiste à un type de leadership assez différent, qui s'est construit en sens inverse, du bas vers le haut. Le mythe fondateur du Mouvement vers le Socialisme (MAS), qui a été créé en tant que « bras politique » des syndicats paysans, est l'idée d'autoreprésentation populaire. Le MAS constitue un cas intéressant de parti paysan ayant réussi à conquérir les villes en se présentant comme une force antisystème capable d'en finir avec la « longue nuit néolibérale » et de déclencher un processus de refondation du pays. Dans le cadre de cette rénovation, Evo Morales a convoqué une Assemblée constituante qui a remplacé la vieille « République libérale » par

un État pluriethnique et plurinational au sein duquel les peuples indigènes sont reconnus en tant que nations précoloniales.

Les paysans indigènes considèrent Evo Morales comme l'un des leurs. Le Président participe régulièrement à des réunions d'évaluation de son gouvernement au cours desquelles il doit rendre compte de son bilan devant les paysans. Ce rituel est très apprécié par les bases et renforce l'idée que le gouvernement de Morales est un « gouvernement des mouvements sociaux ». Mais ce lien renouvelé avec la base constitue toutefois un garde-fou à l'exercice sans limites d'un leadership populiste classique. Le succès du MAS est lié à la construction de symboles qui lui ont permis d'exercer une opposition efficace contre le néolibéralisme, aidé en cela par l'implosion des partis traditionnels, dont l'image était déjà largement ternie par l'opportunisme sans rivage des alliances et des manœuvres auxquels ils ont eu recours pour conserver le pouvoir. La feuille de coca est ainsi devenue le symbole de dignité nationale contre l'Empire ; l'irruption du monde indigène en est venue à représenter une sorte de réforme morale du vieil État oligarchique et néocolonial ; et les combattants de la « guerre du gaz » sont les figures de la nation authentique. C'est en s'appuyant sur ces symboles qu'Evo Morales a pu gagner l'élection présidentielle de fin 2005 avec un score inédit de 54 % de voix et mener ce qu'il désigne comme une « révolution démocratique et culturelle ».

Au Brésil, l'ascension du Parti des Travailleurs (PT) a été plus progressive. Né dans la périphérie industrielle de Sao Paulo dans les années 1980, le PT a peu à peu conquis une série de municipalités où il a pu mettre en pratique de nouvelles manières de faire de la politique et de gérer les réalités locales. La personnalité de Lula a toutefois joué un rôle important dans la conquête du pouvoir central. Sa trajectoire de migrant

issu du Nord-est brésilien, la région la plus pauvre du Brésil, sa carrière de fraiseur tourneur ont engendré un fort sentiment d'identification dans les secteurs populaires. Comme le signalait un analyste, lorsque Lula est monté dans le carrosse de la reine d'Angleterre lors d'une visite en Grande-Bretagne, le peuple brésilien tout entier a eu l'impression d'y accéder avec lui. De même, avec Lula, le palais présidentiel du Planalto est devenu un peu la propriété de tous les Brésiliens.

Pour gagner les élections, Lula a avancé un programme de centre-gauche modéré axé sur des politiques de croissance économique et d'inclusion sociale et abandonnant définitivement les aspects socialistes du projet initial du PT dans les années 1980. La sociologie électorale du PT a elle aussi changé depuis les années 1980. Alors qu'aux origines du PT, c'était plutôt les classes moyennes urbaines et les travailleurs qualifiés qui votaient à gauche, il récolte désormais de plus en plus de suffrages parmi les secteurs les plus pauvres et marginalisés de la population. Le succès de Lula est d'autant plus remarquable qu'outre ses deux mandats présidentiels, il a réussi à transmettre le pouvoir à la dirigeante qui lui a succédé, Dilma Rousseff, choisie par lui et confirmée par les urnes. Grâce aux programmes sociaux tels que la Bolsa Familia (programme de transfert monétaire en faveur des pauvres) et la revalorisation du salaire minimum, des millions de Brésiliens ont pu sortir de la pauvreté dans un pays scandaleusement inégalitaire.

La gauche uruguayenne a connu un processus similaire. Le Frente Amplio a été capable de franchir la barrière sociopolitique qui séparait son milieu d'influence traditionnel, Montevideo – une capitale ayant une forte tradition de gauche –, de l'intérieur plus conservateur du pays, où les partis traditionnels conservaient l'hégémonie. Ni le Brésil ni l'Uruguay

n'ont connu de crises politiques importantes et la transition du néolibéralisme des années 1990 à l'État social des années 2000 a été moins traumatisante, dans une veine plus social-démocrate que populiste, sans grands chocs ni discours radicaux et dans un contexte moins polarisé.

L'Argentine incarne une situation particulière, à mi-chemin entre les pays où tout le système politique a implosé et ceux où le virage à gauche a été plus paisible. On se souvient que l'année 2001, avec son slogan « Qu'ils s'en aillent tous », semblait représenter un tournant radical. Mais, l'histoire a été un peu plus compliquée. En Argentine, contrairement à d'autres pays de la région, les mouvements sociaux n'ont pas stimulé l'émergence de nouveaux partis et l'alternative au néolibéralisme est venue du péronisme, à savoir du même parti qui avait tout privatisé dans les années 1990 sous la présidence de Carlos Menem. Originaire de l'extrême sud argentin (Patagonie), où il était gouverneur, Kirchner a récupéré une bonne partie du discours fondateur du péronisme des années 1940 et a développé une politique hétérodoxe très critique du FMI. Parallèlement, il a promu une politique des droits de l'Homme en traînant devant les tribunaux les responsables des crimes contre l'humanité commis par la dictature pendant la décennie 1970. Il a également promu de nouveaux droits, comme le mariage entre personnes du même sexe, dit « mariage égalitaire ». La nouvelle législation matrimoniale argentine – qui permet également l'adoption d'enfants par des couples de même sexe – a été soutenue par une bonne partie de l'opposition et des médias, y compris les médias par ailleurs hostiles au gouvernement.

## IV-2. Que pouvons-nous retenir de tout cela ?

- Chaque pays a connu sa propre trajectoire et le processus de changement a été conduit par des mouvements politiquement et sociologiquement très différents. Néanmoins, tous partagent une même sensibilité anti-néolibérale, anti-impérialiste et néo-développementaliste (ce dernier aspect n'étant pas sans lien avec le prix élevé des matières premières sur le marché international).

- Ce néo-développementalisme n'est pas sans poser un certain nombre de problèmes : on observe dans toute la région de forts conflits environnementaux liés avant tout à l'exploitation minière à ciel ouvert et à la monoculture du soja. Comme l'a souligné Maristella Svampa, en termes géopolitiques, des pays comme l'Argentine ont passé du consensus de Washington au consensus des Commodities (matières premières), ce qui a signifié la mise en place d'un modèle néo-développementaliste, de base extractiviste, fondé sur la surexploitation de ressources naturelles.

- De nouvelles formes de démocratie (bien réelles) coexistent, non sans tensions, avec un leadership personnaliste et les façons de faire de la politique, trop souvent, sans oublier certaines caractéristiques autoritaires du vieux populisme latino-américain.

- En même temps, on doit souligner que les nouvelles constitutions et les nouvelles législations promeuvent des droits au bénéfice des populations historiquement exclues sur les plans matériel et symbolique. Cela va de la forte participation politique des peuples indigènes (et l'abandon de l'idée de la nation homogène) jusqu'à une reconnaissance radicale de la diversité sexuelle (notamment en Argentine, mais aussi au Brésil ou en

Uruguay) en passant par des politiques d'inclusion sociale dans tous les pays qui ont effectué ce virage à gauche.



# V

## Construire des alliances pour la démocratie au Cameroun

Jean-Bosco Talla

Au Cameroun, l'une des difficultés à surmonter est celle de pouvoir faire en sorte que les formations politiques et les organisations de la société civile (OSC) travaillent ensemble. Cette difficulté n'a pas toujours existé puisqu'au début des années 90, les partis politiques de l'opposition et les OSC étaient regroupés au sein d'une coalition appelée Coordination des partis politiques et des associations. Face à la menace que ce regroupement constituait pour le régime en place, certaines associations ont été dissoutes par le ministre de l'Administration territoriale au prétexte qu'elles mènent des actions politiques contraires à leur objet<sup>49</sup>. Cet exemple est révélateur de l'importance des alliances

---

49 L'efficacité et l'impact positif de cette coalition entre partis politiques et organisations de la société civile étaient tangibles en 1991. Les pouvoirs publics camerounais les avaient dissout par arrêté n°0201/A/Minat/Dap/SDLP du 13 juillet 1991. Le motif avancé était : « Participation avérée à des activités non conformes à leur objet statutaire et troubles graves portant atteinte à l'ordre et à la sécurité de l'État ». Il s'agit de : Comité d'action populaire pour la Liberté et la démocratie (Cap-Liberté) de Djeukam Tchameni ; Organisation camerounaise des droits de l'Homme (OCDH) de Maître Tchoungang Charles ; Collectif des femmes pour le Renouveau (CFR) de Élise Meka, Human Rights Watch (HRW) du Pr Ambroise Kom, Association des chauffeurs professionnels (ACP)

et coalitions dans un environnement pluraliste et des inquiétudes qu'elles peuvent susciter de la part des pouvoirs en place. On comprend pourquoi, les alliances et les coalitions ne sont pas tolérées dans cette Afrique en miniature.

*Le 13 août 2012, le sous-préfet de l'arrondissement de Yaoundé III interdisait une conférence de presse que voulait organiser le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC), parti politique dont Maurice Kamto est le président. Pour justifier cette interdiction, le ministre de l'Administration territoriale et de la décentralisation (Minadt) faisait publier la déclaration suivante qui montre que les autorités camerounaises ne sont pas disposées à accepter la création des alliances et des coalitions. Le Minadt écrit :*

*« Suite à l'interdiction par le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Yaoundé III, de la Conférence de Presse envisagée le 13 août 2012 au Hilton Hôtel de Yaoundé, je tiens en ma qualité de ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, à faire la mise au point suivante pour l'information complète et objective de l'opinion publique nationale et internationale. »*

1. Monsieur Alain Fogue Tedom, Président du parti politique dénommé «Mouvement pour la Renaissance du Cameroun» (MRC) a déposé à la Sous-Préfecture de Yaoundé III, en date du 07 août 2012, une déclaration de manifestation publique, sous la forme d'une conférence de presse prévue le 13 août 2012 au Hilton Hôtel de Yaoundé.
2. L'objet de ladite manifestation, tel que mentionné sur la déclaration par son promoteur, devait porter sur le

---

de Kontchipa Fondjié et de l'Association nationale des sportifs camerounais (ANSC) de Ndjonkep Bonaventure. Les différents recours introduits par les leaders desdites associations auprès des juridictions compétentes sont restés lettre morte jusqu'à nos jours.

«récent changement de dénomination» de ce parti, de Mouvement républicain populaire (Mrp) en Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC), changement de dénomination dont le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation a pris acte, conformément à la loi, par correspondance datée du 3 juillet 2012.

3. Mais en violation des termes du récépissé de déclaration délivré par le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Yaoundé III, Monsieur Foguè Tedom a changé l'objet initial de la manifestation, qui s'est plutôt transformée en une manifestation de lancement des activités d'une coalition de partis politiques ainsi que d'organisations et de personnalités de la société civile.
4. Aussi, considérant le changement de l'objet de la déclaration ainsi intervenu, le sous-préfet de l'Arrondissement de Yaoundé III a-t-il dû interdire la conférence en vertu des dispositions pertinentes de la loi.

Je tiens à réaffirmer, au nom du Gouvernement que le Cameroun est et demeure un État de droit, un État démocratique où sont garantis le pluralisme politique, la liberté d'expression, la liberté d'opinion et la liberté de réunion, naturellement dans le strict respect des conditions fixées par les lois en vigueur. »

Les responsables des organisations de la société civile estiment que les alliances sont impératives, mais n'oublient pas que tout cela dépend aussi de l'environnement dans lequel les formations politiques et elles se meuvent. C'est donc en tenant compte de ce contexte que les alliances peuvent être ou non considérées comme un impératif catégorique. Dans un contexte comme celui du Cameroun, l'on ne saurait parler des alliances en omettant d'opérer un déblayage idéologique permettant d'identifier les acteurs en présence : partis politiques, syndicats

et organisations de la société civile. L'observation attentive du champ social permet de faire la typologie desdits acteurs. Ainsi peut-on énumérer trois types d'acteurs de la société civile :

- des organisations effectivement créées par des citoyens engagés et militants, et mus par des intérêts patriotiques.
- des organisations créées par le pouvoir en place pour mettre la confusion et semer la zizanie dans toutes les dynamiques impulsées autour de problèmes pourtant réels.
- des organisations créées soit par des opportunistes/mercantilistes soit des aigris en quête de tremplin pour se tailler une place au soleil ou pour « rebondir ».

Dans l'optique de semer la zizanie et la confusion, le pouvoir autorise, au nom de la liberté d'association, la création de façon exponentielle des partis politiques (300 environ), des organisations de la société civile (5000 et plus), des syndicats (20 environ).

Il fait ainsi émerger un capharnaüm où coexistent les querelles de leadership, le gonflement des égos, l'hypertrophie du moi, l'absence de vision stratégique, la politique du ventre, le brouillage, le cafouillage, les infiltrations, l'apathie, la suspicion et la méfiance, la manie de vouloir utiliser les acteurs et les organisations de la société civile comme faire valoir et simples tremplins ou rampes de lancement des carrières politiques, compliquant la tâche de ceux qui ont décidé de se lancer dans la création des alliances. Ces différentes tares ne sont pas de nature à encourager les OSC à nouer des relations de confiance avec les forces politiques. D'où l'option prise par certaines organisations,

notamment certains syndicats de cheminer seul, car disent-ils, il vaut mieux être seul que d'être mal accompagné.

À cela s'ajoute la nature du régime politique en place. Après la privatisation et la patrimonialisation de l'État, ceux qui gouvernent le Cameroun utilisent la corruption et l'intimidation pour briser toutes les dynamiques de rassemblement. En outre, l'inconsistance ou l'absence d'ancrage idéologique des différents acteurs, la non-prise en compte des différences idéologiques dans la constitution des alliances engendrent cafouillage, tâtonnements et improvisation. L'inculture politique qui se traduit par l'inconscience et l'incompréhension des jeux et des enjeux, le déficit d'analyse stratégique permettant d'anticiper sur la capacité de nuisance du pouvoir ne sont pas de nature à favoriser la création des alliances. Ce qui fait en sorte que même quand les formations politiques et OSC se mettent ensemble, ils marchent à l'aveuglette et se dirigent vers un adversaire fort et rusé.

L'absence de cadres et de mécanismes de dialogue et de concertation où les différents acteurs - aussi bien entre les acteurs d'une même famille qu'entre ceux des différentes autres familles d'acteurs - peuvent se retrouver pour penser et envisager des actions communes n'est pas favorable aux regroupements et à la création des coalitions et des alliances. Faut-il le souligner, au Cameroun, il n'existe pas de cadre où les partis politiques peuvent discuter avec les syndicats et les OSC. Pourtant, il existe une multitude de plateformes et des organisations qui auraient pu servir de cadre à de telles initiatives.

Enfin, l'impatience, l'inclination au court terme, le goût des raccourcis ne permettent pas d'envisager et d'inscrire les actions dans la durée.

Malgré ces facteurs inhibant, il est indéniable que sur le terrain, des acteurs et formations politiques savent tirer les leçons des échecs et tentatives antérieurs et évitent de verser dans le découragement et défaitisme. Ceux-ci discriminent les actions ponctuelles – inscriptions sur les listes électorales, observations des scrutons, etc.- à engager dans le cadre des coalitions, étant donné que dans celles-ci, ils peuvent faire fi des considérations idéologiques.

S'il est vrai que les alliances sont indispensables pour la conquête du pouvoir politique, elles sont aussi un préalable à la construction de la démocratie. C'est pourquoi il est important que partis politiques et organisations de la société civile dialoguent et se mettent ensemble :

- pour avoir une compréhension commune des enjeux et élaborer des stratégies, afin d'envoyer un signal fort en direction des citoyens camerounais pour leur dire qu'ils ont changé ;
- pour définir au préalable et de façon consensuelle des objectifs à atteindre ;
- pour lutter et faire sauter les verrous- introduits dans la constitution et la loi électorale - qui empêchent la formation des alliances et coalitions.

### **V-1. Paroles aux acteurs : dites-le vous-mêmes.**

Thierry Batoum, président de l'Association de défense des droits des étudiants (ADDEC)

Créée en 2004 et traitée de mort-née à sa création, l'ADDEC a toujours été sur le terrain de l'action. Je déplore les attitudes de nos dirigeants et des leaders des partis politiques de l'opposition qui depuis hier n'ont cessé de dire qu'il n'y a pas eu de

catalyseurs ou de déclencheurs des actions leur permettant d'engager luttes et revendications au Cameroun. Depuis 2004, nous avons engagé des actions en revendication contre la vie chère, les mauvaises conditions de vie et de travail à l'université, c'est-à-dire pour l'amélioration des conditions de vie des étudiants. Chaque fois, nous nous sommes retrouvés seuls. Nous n'avons ni été soutenus par un parti politique de l'opposition ni par un leader d'une formation politique de l'opposition. Nous avons été plusieurs fois bastonnés, maltraités et même emprisonnés sans que les partis politiques de l'opposition et leurs leaders ne remuent le petit doigt.

Nous avons par contre soutenu les actions des partis politiques de l'opposition. Nous avons revendiqué avec Madame Kah Walla ici présente l'amélioration du Code électoral quand celui-ci était débattu à l'Assemblée nationale. En 2008, à travers le mouvement « 50 ans au pouvoir, touche pas à ma constitution », nous avons manifesté notre opposition à la modification de la Constitution. Ce mouvement avait poussé le recteur de l'université de Yaoundé à faire appel aux forces de l'ordre qui avaient envahi le campus pour tabasser et arrêter les étudiants. C'est après la création du mouvement « Main tendue » que nos camarades ont été libérés sans l'appui des partis politiques de l'opposition.

À mon avis, dans le cadre de la création et de la maintenance des alliances et coalitions, il est souhaitable que les partis politiques récupèrent les revendications des acteurs et organisations de la société civile.

Kah Walla, présidente du Cameroon People's Party (CPP)

Comment peut-on créer les alliances et les coalitions ? Telle est la question qui nous a été posée et autour de laquelle nous

échangeons ce jour. De mon point de vue, la première chose à faire est de dépasser les discours tenus par les deux panélistes. Ces discours font partie de ce que j'appelle au Cameroun, *The conspiracy to do nothing*, cette conspiration pour ne rien faire qui consiste à prétexter que :

- les Camerounais sont des incapables ;
- ils sont dans un contexte contraignant ;
- les partis politiques sont nuls ;
- nos syndicats sont nuls ;
- c'est quand telle condition sera remplie que les organisations se mettront au travail, etc.

Je m'inscris en faux contre ces déclarations. En tant qu'actrice politique, j'ai déjà travaillé avec Jean-Marc Bikoko, Victor Epié Ngomé et l'Addec. L'erreur à ne pas commettre est celle de se projeter 20 ans en arrière pour énumérer tout ce qui n'a pas été fait. Mon expérience de la scène politique camerounaise aujourd'hui me permet d'affirmer que nous sommes capables de beaucoup d'exploits. Elle me permet de soutenir que, sur le terrain, les acteurs travaillent et sont prêts à agir. Nous devons cesser de nous concentrer sur les acteurs passifs et défaitistes ou sur ceux dont les actions dans le passé n'ont pas porté les fruits escomptés. Nous avons l'obligation, si nous voulons que les choses changent, de focaliser notre attention sur les acteurs qui agissent sur le terrain et entreprennent des initiatives heureuses et porteuses au bénéfice des citoyens et des populations.

Je pense aussi que nous devons affiner notre compréhension des notions d'alliance et de coalition présentées par Mathias Eric Owona Nguini pour lever toute équivoque et éviter les suspicions. Il nous a dit que les acteurs qui s'engagent pour la création d'une alliance doivent avoir un fond idéologique commun. Tandis que tactiquement et temporairement, ceux



qui veulent atteindre un objectif précis, fixé de commun accord peuvent former des coalitions. Par exemple, nous n'avons pas besoin d'avoir un fond idéologique commun pour exiger une révision de la constitution, de la loi électorale ou pour exiger l'amélioration de l'environnement dans lequel se déploient les partis politiques. Il existe des piliers de notre système démocratique sur lesquels nous n'avons pas besoin d'une convergence idéologique pour travailler ensemble à leur amélioration. Nous avons simplement besoin d'un accord citoyen, autrement dit, nous devons nous dire qu'en tant que citoyen nous voulons des règles de jeu claires qui ne favorisent pas une faction, un clan ou un parti politique au détriment des autres.

Il me semble que si des acteurs ont des convictions idéologiques fortes, ils ne craindront pas de s'associer aux autres pour mener des actions ponctuelles et bénéfiques à tous. En tant qu'actrice politique travaillant avec les organisations et leaders de la société civile camerounaise, il convient de relever que ceux-ci ont peur de s'associer aux politiques. Il ne suffit pas de se demander, comme j'ai entendu hier, pourquoi les politiques ne récupèrent pas et ne capitalisent pas les revendications des organisations de la société civile autour des problèmes sociaux. Par expérience, je peux vous dire que, plusieurs fois approchés, des travailleurs ont repoussé l'offre des politiques de s'associer à leurs revendications, leur argument étant qu'ils ne sont pas des politiques et ne font pas de la politique. C'est ainsi que tout en respectant leurs positions nous avons toujours été obligés, du moins en ce qui concerne le CPP, de les soutenir en catimini. Nous devons travailler et faire en sorte que les citoyens puissent participer aux actions engagées par les formations politiques sans qu'ils n'y soient nécessairement membres. Les expériences du Sénégal et de l'Amérique latine nous ont montré que rien n'a

été facile et que c'est après plusieurs échecs qu'ils sont parvenus à la formation des coalitions et alliances solides et efficaces.

Je ne crois pas à l'exception de l'Afrique centrale encore moins à l'exception camerounaise. En passant le temps à focaliser notre attention sur ce qui ne marche pas, nous occultons les initiatives heureuses qui produisent des effets ou celles qui ont une chance d'en produire.

Enfin, je m'inscris en faux contre l'affirmation selon laquelle, les populations et les citoyens sont passifs. Les revendications récurrentes rapportées quotidiennement par les journaux en sont des preuves patentes.

Jean-Marc Bikoko, président de la Centrale syndicale du secteur public (CSP)

Il ne s'agit pas pour nous de faire un état de lieux sombre de l'opposition et de nous délecter de ses déboires. Nous ne faisons pas non plus table rase de ce qui est fait et de ce qui a été fait. Nous ne pouvons non plus nous abstenir de tenir le langage de vérité. Nous continuons à soutenir qu'il faut poser des préalables à la formation des alliances et coalitions. Nous ne pouvons pas avancer si nous ne faisons pas un diagnostic froid de la situation camerounaise. Dans la région bassa'a où je suis issu, un proverbe dit qu'on reconnaît le cadavre qui se réveillera par les yeux. Le cadavre Cameroun avec tous ses acteurs ne nous donne pas l'impression qu'il se réveillera de sitôt. Nous sommes des acteurs actifs. Nous ne faisons pas dans la fiction. De multiples expériences allant dans le sens de la formation des alliances et coalitions entre forces politiques et organisations de la société civile ont été tentées. Sans succès. Voulez-vous que nous continuions tête basse, sans tirer les leçons des échecs d'hier.

Pour nous, coalition et alliance ne sont pas différentes, l'une pouvant conduire à l'autre. Il est clair que les processus de mise en place sont presque identiques. Les différences fondamentales se situent au niveau de la temporalité et du soubassement idéologique. Nous disons et répétons qu'on ne peut pas opérer des regroupements en évacuant les aspects idéologiques permettant d'identifier les acteurs. Au Cameroun, peut-on concevoir et comprendre aujourd'hui la formation d'une coalition entre l'UNDP et le SDF ? Non évidemment. Autrement dit, la discrimination des acteurs et organisations est nécessaire au moment de la formation des coalitions, surtout dans un environnement camerounais où la capacité d'infiltration du pouvoir en place est très forte. Les acteurs doivent tenir compte de ce facteur afin d'éviter la désagrégation orchestrée des coalitions et alliances, ou afin d'éviter que les alliances à former ne soient mort-nées.

Pour aller vers les alliances :

- une formation politique ou une organisation de la société civile telle que La Grande Palabre devrait mettre en place un cadre de dialogue et de concertation entre les acteurs;
- une feuille de route devrait être établie autour des grands enjeux sociaux tels que l'eau, l'électricité, les inscriptions sur les listes électorales, les candidatures indépendantes aux différentes élections ;
- une campagne d'éducation populaire devrait être initiée ;
- les acteurs doivent vaincre la peur et impulser les dynamiques plurielles de mobilisation.

# Conclusion

Jean-Bosco Talla

Les partis politiques, les forces progressistes et du changement refusent-ils le pouvoir ? Refusent-ils de débarrasser les citoyens maintenus captifs de leurs instincts de conservation des autocrates et autres dictateurs déterminés à conserver le pouvoir politique ad vitam aeternam ? Ce serait excessif si nous répondons à cette question par l'affirmative. Toujours est-il que face à certaines divisions et querelles byzantines, au déficit d'analyse et réflexion stratégiques, à l'opportunisme de quelques-uns, aux rapports incestueux qu'entretiennent certains leaders de l'opposition avec les pouvoirs en place<sup>50</sup>, à l'absence d'un cadre de solidarisation et de mise en commun et de partage d'expériences et aux erreurs et « fautes » politiques, les citoyens ordinaires répondent à ces questions par l'affirmative et se demandent si les formations politiques d'opposition veulent véritablement accéder au pouvoir.

Dans la plupart des pays africains, les partis d'opposition et les forces progressistes proclament vouloir le changement. Paradoxalement, ceux-ci sont incapables de consentir le sacrifice

---

50 L'invitation adressée au RDPC à prendre part à la convention du Sdf d'octobre 2012 a fait couler beaucoup d'entre et de salive. Certains Camerounais ont déclaré que cette invitation était révélatrice de la collusion entre le « chef de l'opposition camerounaise » et le pouvoir en place. Ils ont été confortés dans la position après les sénatoriales au cours desquelles les sénateurs du Sdf n'ont été élus que grâce au soutien appuyé et déclaré des conseillers municipaux membres du Rdpc.

de l'alliance ou de l'union incontournable pour conduire au changement<sup>51</sup>. L'expérience a montré que c'est quand les partis politiques d'opposition sont effectivement unis au sein des coalitions et alliances qu'ils parviennent à inverser les rapports de force. L'exemple du Sénégal où une forte mobilisation a permis la chute d'Abdoulaye Wade<sup>52</sup> et ceux de certains pays de l'Amérique latine en sont des illustrations patentes. De même au Bénin, Nicéphore Soglo n'avait perdu le pouvoir en 1996 que parce qu'il avait contre lui presque tous les leaders et partis politiques que comptait ce pays. Au Mali, en 1992, c'est l'Alliance pour la République et la Démocratie (ARD) qui regroupait 11 partis autour de l'Alliance pour la démocratie au Mali (ADÉMA) et des personnalités indépendantes, c'est-à-dire qui n'appartiennent pas à une formation politique, qui portent Alpha Oumar Konaré au pouvoir et l'y maintient jusqu'en 2002<sup>53</sup>. Son successeur, Amadou Toumani Touré (dit « ATT »), personnalité indépendante, bénéficiera de la mise en place de l'Alliance pour la Convergence et le changement (ACC), regroupement de 28 partis politiques

---

51 Cela ne pardonne pas, lorsqu'on sait que dans certains pays, Cameroun et RDC, le scrutin est majoritaire à un tour pour la présidentielle, et proportionnel à un tour pour les législatives et les municipales au Cameroun.

52 C'est également une forte mobilisation qui avait permis en 2000 la chute d'Abdou Diouf au second tour de l'élection présidentielle et favorisé l'accession de Maitre Abdoulaye Wade à la magistrature suprême.

53 Pour se maintenir au pouvoir, l'Adema-Pasj avait créé Le 26 octobre 1996 avec ses alliés, le Parti pour la renaissance nationale (PARENA), l'Alliance pour la démocratie économique et sociale (ADES), la Convention sociale-démocrate (CDS), le Mouvement des citoyens- Cercle des démocrates républicains (MC-CDR), le Rassemblement malien pour le travail (RAMAT) et le Parti démocratique pour la justice (PDJ), une alliance électorale en vue des élections législatives et présidentielle de 2007 : la Convergence nationale pour la démocratie et le progrès.

autour de sa candidature pour soutenir sa position, affermir sa légitimité et revenir au pouvoir<sup>54</sup>.

Au Cameroun, réuni au sein de l'Union pour le Changement, coalition des partis et d'associations, le leader de ce regroupement avait fait vaciller le pouvoir en place à l'issue de la présidentielle d'octobre 1992, et le leader de cette Union continue jusqu'aujourd'hui de se considérer comme le vainqueur de cette consultation.

Officiellement les résultats de cette élection se présentaient ainsi qu'il suit : Paul Biya (RDPC) : 39,676% ; Ni John Fru Ndi (SDF) : 35,968% ; Bello Bouba Maïgari (UNDP) : 19,218%, Adamou Ndam Njoya (UDC), 03,622% ; Ekindi Jean-Jacques (MP), 00,793% ; Ema Ottou (RFP) : 00,432%.

À l'évidence, si tous les partis politiques présumés de l'opposition ayant pris part à cette élection s'étaient réunis au sein d'une même alliance, elle l'aurait remporté avec près de 60% de suffrages valablement exprimés, toute autre chose étant égale par ailleurs. Hélas, elle avait manqué ce rendez-vous avec l'histoire, du fait des égoïsmes et de ses divisions. Par ses divisions et sa dispersion, elle a consciemment ou non continué de faire le jeu du régime en place à l'occasion des consultations électorales ultérieures. On comprend aisément pourquoi certaines Camerounaises et certains Camerounais qualifient les partis

---

54 Surnommé « l'homme du 26 mars », le général Amadou Toumani Touré avait joué un rôle majeur lors du putsch qui avait renversé le président Moussa Traoré le 26 mars 1991. Après ce coup d'État il est porté à la présidence du Comité de transition pour le Salut du peuple et assure les fonctions de chef de l'État pendant la période de transition démocratique. Après l'organisation, du 29 juillet au 12 août 1991, de la conférence nationale, puis des élections législatives et présidentielle en 1992, il remet le pouvoir au nouveau président élu Alpha Oumar Konaré. Il est renversé le 22 mars 2012, par le capitaine Amadou Haya Sanogo à la tête du coup d'État, à trois semaines de la présidentielle alors qu'il n'était pas candidat à sa propre succession.

politiques comme étant des formations politiques de position et non d'opposition.

Aussi certains leaders de l'opposition et les membres influents des formations politiques laissent-ils transparaître une inclination morbide à partager le pouvoir qu'ils prétendent dénoncer, comme si leurs dénonciations étaient une manière d'attirer l'attention du pouvoir sur eux. Jean-Marc Ela estime que l'activisme de certains leaders politiques et d'opinion qui ont quitté la scène et qui ont rejoint la mangeoire n'était qu'une « façon de se voir par le pouvoir qui distribue les cartes d'invitation au grand festin où se partage le gâteau national. En ces temps de disette, le réalisme impose la négociation qui met fin à l'insécurité matérielle dans laquelle on ne peut tenir trop longtemps <sup>55</sup> ». Ces propos corroborent ceux du philosophe Fabien Eboussi Boulaga selon lesquels « ceux qui se parent de nom d'opposant ne s'opposent en rien à un régime dont ils ne diffèrent pas. Ils s'efforcent de les reconduire pour y être associés ou à remplacer tout bonnement ceux qui l'exploitent, pour faire comme eux, à leur tour. <sup>56</sup> ». Ils n'hésitent donc pas de reproduire les pratiques – corruption, clientélisme, népotisme, etc.- du pouvoir qu'ils dénoncent le plus souvent sans conviction <sup>57</sup>. Lorsque les citoyens prennent

---

55 Jean-Marc Ela, *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique noire*. Les défis du monde d'en-bas, L'Harmattan, Paris, 1998, p.302.

56 Fabien Eboussi Boulaga, *Lignes de résistance*, Yaoundé, Clé, 1999, p.54. Lire aussi, Pierre Titi Nwel (Sous la direction de), *De la corruption au Cameroun*, Yaoundé, Gerddes/FES, 1998, p. 270.

57 Lors des élections primaires organisées au sein du Sdf pour la désignation des candidats de cette formation politique aux législatives et municipales prévues pour le 30 septembre 2013, Ni John Fru Ndi outré par les soupçons de corruption des délégués, selon *Le Messenger*, décidé d'exiger d'eux une certaine somme d'argent. Selon *Le Messenger* qui relaie une confidence du Chairman rapportée par des participants à la réunion du Comité exécutif national (NEC), Ni John Fru Ndi a déclaré : « j'ai été suffisamment informé de ce que l'argent a circulé lors des primaires. Cela implique que les pauvres ne

conscience de cette situation, ils en concluent qu'au fond, « entre le pouvoir qui ment et l'opposition qui illusionne, la différence n'est pas évidente, et que somme toute, il vaut mieux préférer l'original à une pâle copie du même système. D'autant plus qu'au moins à l'occasion des campagnes électorales, ou de la nomination d'un ministre, le Rdpc ponctionne le budget de l'État pour distribuer aux populations démunies, quelques cuisses de poulets d'importation, arrosées de bière et accompagnées d'un pagné à l'effigie du prince <sup>58</sup>».

Certes, certains leaders de l'opposition estiment qu'en adoptant la tactique de l'entrisme, ils minent le pouvoir de l'intérieur et se construisent une stature nationale en même temps qu'ils se mettent en capacité de gouverner. Malheureusement, cette tactique n'est pas toujours comprise par les électeurs, les militants et citoyens démunis et en guenilles qui ne voient qu'une manière d'aller à la mangeoire. Au Cameroun, l'expérience a montré que plus un parti politique d'opposition s'allie au parti au pouvoir ou entre au gouvernement, plus il éveille la défiance des électeurs à son égard.

Tout cela expliquerait en partie la méfiance de certains citoyens et leur désaffection pour les élections et à l'égard des formations politiques. Dégoûtés, ils se détournent de la politique, des partis politiques d'opposition dans leur tête et dans les urnes. Des exemples sont légion. Lorsqu'on considère les

---

peuvent pas être conseillers municipaux ou députés. C'est regrettable. Je vais exiger cinq millions à certains de ces députés pour valider leur candidature». Le Messenger, n°3877, du 11 juillet 2013, p. 3.

58 Jean-Baptiste Sipa cité par Jean-Bosco Talla, "l'opposition face que défi de l'alternance", in *Germinal* n°024 du 07 janvier 2009. Dans son ouvrage, Cameroun. *L'opposition en panne. Autopsie critique et propositions de relance*, publié en 2012 aux éditions Lupeppo, Ahmadou Séhou met exergue les travers de l'opposition politique au Cameroun et dégage des pistes lui permettant d'être crédible aux yeux des citoyens.



élections législatives qui ont été organisées au Cameroun depuis 1992, le tableau ci-dessous montre la dégringolade électorale des formations politiques ayant flirté avec le pouvoir sans fournir des explications convaincantes à leurs électeurs.

Résultats des législatives au Cameroun de 1992 à 2007 (en nombre de sièges)

PARTIS \ ANNEES	ANNEES			
	1992	1997	2002	2007
<b>RDPC</b>	88	116	149	153
<b>SDF</b>	boycott	43	22	16
<b>UNDP</b>	68	13	01	06
<b>UPC</b>	18	01	03	00
<b>UDC</b>	boycott	05	05	04
<b>MDR</b>	06	01	00	00
<b>MLPC</b>	boycott	01	00	00
<b>MP</b>	boycott	00	00	01

Tout n'est pourtant pas perdu. L'opposition peut repartir. Il appartient aux partis politiques, aux forces progressistes, aux organisations de la société civile et d'abord à leurs leaders de se présenter et d'agir sans complexes comme les représentants de l'intérêt général et de la volonté des citoyens. Il suffirait qu'ils fassent leur mue, qu'ils redeviennent crédibles aux yeux des citoyens en évitant de commettre les mêmes erreurs politiques tout le temps, s'occupent des problèmes quotidiens des citoyens et qu'ils soient capables de taire les querelles intestines et de leadership pour se mettre ensemble afin de construire, dans un cadre approprié, une alternative crédible. Seule la formation des alliances et coalitions leur permettra la rééquilibrage des rapports de force politique en présence.

## Indication bibliographique

1-Jean-Marc Ela, *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique noire*. Les défis du monde d'en-bas, L'Harmattan, Paris, 1998, 426p

2-Fabien Eboussi Boulaga, *Lignes de résistance*, Yaoundé, Clé, 1999, 295p.

3-Ahmadou Séhou, Cameroun. *L'opposition en panne. Autopsie critique et propositions de relance*, Yaoundé, Lupeppo, 2012, 473p.

4-Pierre Titi Nwel (Sous la direction de), *De la corruption au Cameroun*, Yaoundé, Gerddes/FES, 1998, 270p.

5-Rapport général sur le déroulement des opérations électorales des élections législatives et municipales 2002, Yaoundé, Onel, 2003.

6-Rapport général sur le déroulement des opérations électorales des élections législatives et municipales 2002, Yaoundé, Onel, 2008.

7-*De la souveraineté du peuple camerounais*. Rapport de synthèse sur l'observation de l'élection présidentielle du 11 octobre 2004, Yaoundé, CRS/FES, 2005, 211p.

8-Service Humanus, *Les élections camerounaises de 1997. Éléments du rapport d'observation*, Yaoundé, SEP, 1998, 126p.

Achévé d'imprimer  
à Yaoundé en août 2013

**Dépôt legal**

Août 2013

« **L'impératif des alliances en démocratie** » est un ouvrage issu des réflexions et analyses des acteurs politiques, de la société civile, d'universitaires et des syndicalistes. Dans un pays comme le Cameroun qui compte environ 300 partis politiques, la question qui vient à l'esprit de tout observateur averti est celle de savoir comment chaque parti politique s'assure une majorité confortable lors des consultations électorales en dehors des coalitions et alliances. Dans les faits, certains partis politiques n'existent que de nom et n'ont de militants que les membres de leur famille. La construction des alliances et coalitions n'apparaît-elle pas comme un impératif dans un tel environnement? Le présent manuel offre des « success stories » tirés d'autres pays à l'instar du Sénégal ou des pays d'Amérique Latine, pour démontrer combien de fois la construction des coalitions et alliances est importante dans un environnement comme celui du Cameroun.

**La Friedrich Ebert Stiftung (FES)** a été créée en 1925 et souscrit aux valeurs fondamentales de la démocratie sociale et du mouvement ouvrier international. Elle a pour objectif, entre autres, de contribuer à la promotion de la paix et l'entente entre les peuples, renforcer la société civile et les syndicats libres, contribuer à la démocratisation des Etats et de la société, contribuer à la mise en œuvre de réformes économiques et sociales, faciliter la coopération régionale et mondiale entre les Etats et les sociétés.

### **Friedrich Ebert Stiftung**

bureau de Yaoundé

B.P. : 11939 Yaounde/ Cameroun

Tel: +237 22 21 29 96/ 22 21 52 92

Fax: +237 22 21 52 74

E-Mail : info@fes-kamerun.org

ISBN 978-9956-444-74-X



9 789956 44474X

[www.fes-kamerun.org](http://www.fes-kamerun.org)